

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1091

24 mai 2011

SOMMAIRE

ASA-Bâtiments S.à r.l.	52322	Piaggio Finance S.A.	52337
Berl-Com S.A.	52322	Picton S.à r.l.	52336
Club de Pétanque Trois Glands	52324	Pierre Eippers S.à r.l. (succ. Rob Marco)	52337
Escafin Invest S.A.	52368	52337
Eternny.T Holding S.A.	52367	Plus Med S.A.	52337
Ethanol Europe S.à r.l.	52323	Private Equity International S.A.	52341
Ethanol Europe S.à r.l.	52327	Pylissier S.A.	52368
Fiscogest S.à.r.l.	52327	Q Build	52342
Immochapelle	52331	QGX Golden Hills S.à.r.l.	52342
Immochapelle	52324	Real Build Properties S.A.	52343
Immochapelle S.A.	52331	Regify S.A.	52343
Immochapelle S.A.	52324	R.L.L. Sàrl	52342
My Line S.A.	52338	Spring Multiple 2005 S.C.A.	52365
Novacap Luxembourg	52327	Take Off Sàrl	52366
Novacap Luxembourg (Participation 2) S.à r.l.	52331	Two Faces Fashion S.à r.l.	52365
OG Europe S.A.	52326	UBP Multifunds	52366
Olliewood Sàrl	52330	Universal Trading Cie	52366
Opticorp S.A.	52331	Usantar S.A.	52366
Overland Properties Investment S.A.	52331	Valinor S.A.	52366
Pacuare S.A.	52342	Vanpiperzeel S.A.	52367
Pericom S.A.	52341	Vanpiperzeel S.A.	52367

ASA-Bâtiments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 34, Z.I. Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 74.975.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2011,
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2011034040/11.

(110036741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Berl-Com S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 22, rue Edmond Reuter, ZAC Weiergewan.

R.C.S. Luxembourg B 45.297.

L'an deux mille onze, le vingt-cinq janvier,
pardevant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BERL-COM S.A.", ayant son siège social à L-5326 Contern, 22, rue Edmond Reuter, ZAC Weiergewan, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.297, constituée suivant acte notarié en date du 30 septembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 577 du 4 décembre 1993, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 19 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1079 du 15 juillet 2002 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 14.45 heures sous la présidence de Monsieur Jacques-Edouard HERZ, licencié en sciences commerciales, demeurant à L-1842 Howald, 18, avenue Grand-Duc Jean,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claude HERZ, ingénieur, demeurant à L-1457 Luxembourg, 10, rue des Eglantiers

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de cinquante mille euros (EUR 50.000) pour le porter de son montant actuel de cent mille euros (EUR 100.000), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, à cent cinquante mille euros (EUR 150.000) par l'émission de cinq cents (500) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, contre paiement en espèces;

2. Souscription et libération;

3. Suppression à l'article 5 de l'alinéa 1 relatif au capital social exprimé en francs luxembourgeois (LUF);

4. Modification subséquente de l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société;

5. Remplacement des mots «parts sociales» par le mot «actions» à l'article 5, alinéas 2, 3 et 4, et dans la 1^e phrase du 2^e alinéa de l'article 13 des statuts de la Société;

6. Suppression du 2^e alinéa de l'article 9 des statuts de la Société;

7. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cinquante mille euros (EUR 50.000) pour le porter de son montant actuel de cent mille euros (EUR 100.000), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, à cent cinquante mille euros (EUR 150.000) par l'émission de cinq cents (500) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Souscription et Libération

Les actionnaires Monsieur Claude HERZ, prénommé, et Monsieur Thierry HERZ, psychologue, né à Luxembourg, le 23 octobre 1965, demeurant à F-75011 Paris, 13, rue Pasteur, ici représenté par Monsieur Claude Herz, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Paris, France, le 24 janvier 2011, qui restera annexée au présente acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement,

ayant renoncé à leur droit de souscription préférentiel, les cinq cents (500) actions nouvelles sont intégralement souscrites par l'actionnaire Monsieur Jacques-Edouard HERZ, licencié en sciences commerciales, né à Luxembourg, le 10 novembre 1963, demeurant à L-1842 Howald, 18, avenue Grand-Duc Jean, ici présent,

pour un montant total de cinquante mille euros (EUR 50.000) entièrement affectés au capital social de la Société.

Toutes les cinq cents (500) actions nouvelles sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de supprimer à l'article 5 l'alinéa 1 relatif au capital social exprimé en francs luxembourgeois (LUF).

Troisième résolution:

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. (1^{er} alinéa).** Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (EUR 150.000) représenté par mille cinq cents (1.500) actions sans désignation de valeur nominale.»

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de remplacer les mots «parts sociales» par le mot «actions» à l'article 5, alinéas 2, 3 et 4, et dans la 1^{ère} phrase du 2^e alinéa de l'article 13 des statuts de la Société.

Cinquième résolution:

L'assemblée générale décide de supprimer le 2^e alinéa de l'article 9 des statuts de la Société.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte sont évalués à environ mille sept cents euros (EUR 1.700).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-E. HERZ, F. STOLZ-PAGE, C. HERZ et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 janvier 2011. LAC/2011 /4634. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011034047/89.

(110036661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Ethanol Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 152.506.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Joëlle BADEN
Notaire

Référence de publication: 2011034074/12.

(110036669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

**Immochapelle S.A., Société Anonyme,
(anc. Immochapelle).**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 159.199.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Joëlle BADEN
Notaire

Référence de publication: 2011034096/13.

(110037018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Club de Pétanque Trois Glands, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 42, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg F 5.690.

STATUTS

Dénomination et Siège - Durée

Art. 1^{er}. L'association est dénommée 'Club de Pétanque Trois Glands', association sans but lucratif.

Son siège est à la Brasserie 'Sepp', 42, av. de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

L'association est créée pour une durée illimitée.

Object de l'association

Art. 2. Elle a pour but l'exercice du jeu de pétanque ainsi que sa propagation. Les règles de ce jeu sont fixées par un règlement édité par la Fédération Luxembourgeoise de Boules et de Pétanque. L'association adhère donc à cette Fédération et ses statuts sont à suivre par tous les membres.

Membres

Art. 3. L'association se compose de membres actifs (licenciés), de membres inactifs, de membres protecteurs et de membres d'honneur.

Peut devenir membre actif toute personne qui en présente la demande et qui remplit les conditions ci-après:

1. Un comportement honorable
2. De bonnes moeurs
3. L'esprit de camaraderie et une bonne conduite sociale

Demande qui doit être acceptée par la majorité du Conseil d'administration.

Peut devenir membre inactif toute personne qui paye la cotisation annuelle.

Art. 4. Chaque membre peut se retirer à tout moment de l'association en adressant sa démission par écrit au président du Conseil d'administration.

Exclusion d'un membre actif

Art. 5. Un membre actif pourra être exclu de l'association:

1. S'il n'observe pas les statuts et/ou règlements édictés en vertu des statuts:
2. S'il se livre à des actes et/ou paroles nuisibles à la bonne exécution des buts de l'association et/ou à la discipline nécessaire pour sauvegarder la bonne marche des compétitions de jeu de pétanque.
3. Si par des critiques non-fondées et réitérées il dérange le fonctionnement des organismes de l'association, tels que assemblée, conseil d'administration, commissions etc.
4. S'il ne paye pas les cotisations.

Il suffit cependant que l'un des points sou 1 à 4 soit établi pour opérer l'exclusion qui est, prononcée par l'Assemblée générale par vote secret et à la majorité de deux tiers des voix. Le membre ainsi exclu jouit cependant d'un droit d'appel

auprès des organismes compétents de la Fédération Luxembourgeoise de Boules et de Pétanque ainsi que du COSL. Ces organismes décident en dernier lieu sur l'exclusion.

Pour être recevable toute demande en appel doit être signifiée à l'organisme compétent par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours qui suivent la signification de la décision de l'Assemblée générale. Ce délai écoulé, la décision prise par l'Assemblée générale est définitive.

Aucun remboursement de cotisation n'est dû à un membre exclu ou à un membre démissionnaire.

Assemblée générale

Art. 6. L'assemblée générale ordinaire se tient une fois par année au cours du mois de février. Elle est convoquée par le Conseil d'administration par lettre circulaire contenant l'ordre du jour qui doit parvenir aux membres au moins huit jours avant le terme fixé.

Sont de la compétence exclusive de l'Assemblée générale:

1. La modification des statuts
2. La nomination et la révocation du Conseil d'administration
3. L'approbation du budget et des comptes
4. La fixation des cotisations
5. L'exclusion d'un membre actif conformément aux dispositions de l'article 5
6. La dissolution de l'association

Art. 7. Les cotisations des diverses catégories de membres sont fixées par l'Assemblée générale.

Art. 8. Tous les membres actifs, inactifs, protecteurs et d'honneur sont convoqués à l'Assemblée générale ordinaire. Le droit de vote incombe uniquement aux membres actifs et inactifs, toutefois les membres protecteurs et d'honneur peuvent contribuer par leurs bons conseils, leur voix est donc uniquement consultative et non délibératoire.

Un membre actif peut se faire représenter par un autre membre actif, muni d'une procuration écrite. Aucun membre ne peut présenter plus d'une procuration. Pour chaque décision les membres actifs et inactifs ont droit à une voix.

Art. 9. Toute modification des statuts doit être soumise à l'approbation d'une assemblée générale. Pour l'acceptation de la modification deux tiers des voix sont nécessaires (voire Art. 13). Les textes des modifications doivent être divulgués aux membres actifs et inactifs avec la convocation à l'Assemblée générale qui y statuera.

Art. 10. L'Assemblée générale nomme et révoque les administrateurs qui forment le Conseil d'administration. Leur nombre en est de cinq à sept.

Le président est élu par vote séparé de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration choisit son vice-président, son secrétaire et son trésorier entre ses membres.

Art. 11. Les administrateurs sont élus en principe pour le terme de deux ans à la majorité simple des voix. L'Assemblée générale procédera annuellement au renouvellement par moitié des mandats. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 12. L'Assemblée générale ordinaire choisit annuellement deux commissaires aux comptes qui ont la mission du contrôle de la gestion financière de l'association.

A la demande d'au moins un cinquième des membres ou, si la bonne gestion de l'association l'exige, le Conseil d'administration peut convoquer une assemblée générale extraordinaire qui sera convoquée d'après le même mode que l'Assemblée générale ordinaire.

Les commissaires feront rapport au sujet de leurs opérations des contrôles à l'Assemblée générale ordinaire et cette assemblée générale décide sur l'approbation ou le rejet des comptes. Il appartient donc à l'Assemblée générale d'accorder la décharge au Conseil d'administration et plus spécialement au trésorier.

Art. 13. Toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut délibérer sur l'ordre du jour, si les deux tiers des membres actifs et inactifs sont présents.

Art. 14. En cas d'incompétence par le manque d'assistance, une nouvelle assemblée sera convoquée dans les conditions fixées à l'article 6 des présents statuts, pour délibérer sur le même ordre du jour.

Cette assemblée pourra décider sur l'ordre du jour fixé, quelque soit le nombre des membres actifs et inactifs présents à la majorité simple des voix.

Art. 15. En cas de ballottage, dans tous les scrutins la voix du président est prépondérante.

Le Conseil d'administration

Art. 16. Le Conseil d'administration est composé de cinq à sept membres actifs et inactifs. Il gère les affaires journalières de l'association et décide sur tous les points qui suivant la loi et les présents statuts ne sont pas de la compétence de l'Assemblée générale. Pour chaque décision du Conseil d'administration les membres actifs et inactifs ont droit à une voix.

En cas de ballottage la voix de président est prépondérante. Toute séance du Conseil d'administration peut délibérer sur l'ordre du jour fixé, si la majorité des administrateurs est réunie.

Art. 17. En cas d'empêchement ou de démission du président, ses fonctions et pouvoirs sont assumés par le vice-président, sinon par l'administrateur le plus ancien en rang. Le secrétaire vaquera aux écritures courantes administratives telles que rapports, correspondance générale et toutes écritures en rapport avec la bonne conduite de l'association.

Le trésorier gèrera les biens de l'association, fera percevoir les cotisations et veillera à améliorer les fonds pécuniaires de l'association.

Art. 18. D'accord avec l'Assemblée générale par simple majorité des voix, le Conseil d'administration peut créer une ou plusieurs commissions spéciales. Les délibérations de ces commissions n'ont qu'un caractère consultatif.

Signature sociale

Art. 19. La signature de l'association sera donnée valablement sous sa raison sociale conjointement par deux administrateurs. Tout acte ainsi signé sera communiqué aux autres membres du Conseil d'administration à la prochaine séance pour leur permettre d'en prendre connaissance.

Règlement des comptes

Art. 20. Les comptes de l'association sont clôturés le dernier décembre de chaque année.

Art. 21. Les comptes seront soumis à la vérification des commissaires au moins une fois par année et avant l'assemblée générale ordinaire du mois de février. Toutefois les commissaires peuvent exiger un contrôle de la gestion financière à tout moment qui leur semble indiqué.

Art. 22. Si les commissaires constatent au cours de l'exercice une irrégularité dans la gestion, ils signaleront le litige sans délai et dans un rapport écrit au Conseil d'administration qui à la demande expresse des commissaires doit immédiatement convoquer une assemblée générale extraordinaire qui cependant ne pourra délibérer que sur le litige constaté, les conséquences qu'il rapporte et les suites qui s'imposent à y donner.

Dissolution de l'association

Art. 23. L'association est dissoute au cas où le nombre de ses membres actifs et inactifs sera inférieur à trois.

En cas de dissolution de l'association ses biens en espèce ou en matière seront affectés à une oeuvre sociale reconnue par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les dispositions légales en vigueur sont applicables.

Fait à Luxembourg.

Signatures

Président / Assesseurs / Secrétaire et trésorier

Référence de publication: 2011034055/119.

(110037044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

OG Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 56.819.

AUSZUG

In seiner Sitzung vom 20. Oktober 2010 akzeptiert die Generalversammlung den Rücktritt von Frau Silke WOLF-OSTYN und Herr Peter OSTYN.

Die Generalversammlung, beschließt einstimmig Herr Bart OSTYN, geboren in B-Roeselare, am 29. November 1959, wohnhaft in ANDORRA- 300 Ordino, 1C, Edifici Segudet, wird als alleiniger Verwalter, mit Mandat bis 2016, ernannt und die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch seine Einzelunterschrift

Luxemburg, den 20. Oktober 2010.

Für OG EUROPE SA.

Bart OSTYN

Alleiniger Verwalter

Référence de publication: 2011051124/17.

(110056912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Fiscogest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 129.532.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, le 28 février 2011,
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2011034080/11.

(110036737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Novacap Luxembourg, Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 90.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2011.

Référence de publication: 2011051122/11.

(110056862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Ethanol Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 152.506.

In the year two thousand and eleven, on the first of February,
before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,

there appeared

Ethanol Europe Renewables Limited, a company incorporated under the laws of the Republic of Ireland, and having its registered office at 8, Templeogue Road, Terenure, Dublin 6, Ireland, recorded with the Registrar of Companies of Ireland, under number 480947 (hereafter the "Sole Shareholder")

here represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally in L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains,

by virtue of a proxy given in Dublin, Ireland, on 28 January 2011.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole member of Ethanol Europe S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 152.506, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 18 March 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1088 of 25 May 2010 (hereafter the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary date 30 December 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, requests the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further acknowledged that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder decides to amend the decision powers of the managers of the Company so that certain material decisions may not be taken without the prior approval of the Sole Shareholder. The Sole Shareholder therefore resolves

to amend the articles of association of the Company accordingly by adding a new item D. "Prior Approval" and inserting a new article 16, which shall state as follows:

"D. Prior approval

Art. 16. None of the following decisions (the "Material Decisions" and each individually, a "Material Decision") may be considered as being effective and valid unless they have been approved beforehand in written by the sole shareholder of the Company:

1. any loan or lease agreement in excess of EUR 5,000,000 (five million Euro) with the Company as borrower or lessee;
2. any loan or lease agreement in excess of EUR 5,000,000 (five million Euro) with a holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belongs to the same group of companies than the Company (the "Affiliate") as borrower or lessee;
3. the provision of any security by the Company that is not (i) a cash deposit in the normal course of business (which, in the case of any commodity trades, is also in compliance with a risk policy expressly approved by the board of Ethanol Europe Renewables Limited) or (ii) security with a value of less than EUR 1,000,000 (one million Euro);
4. the provision of any security by an Affiliate that is not (i) a cash deposit in the normal course of business (which, in the case of any commodity trades, is also in compliance with a risk policy expressly approved by the board of Ethanol Europe Renewables Limited) or (ii) security with a value of less than EUR 1,000,000 (one million Euro);
5. any material acquisition or sale of assets of, or merger by, or of the Company;
6. any material acquisition or sale of assets of, or merger by, or of any Affiliate;
7. any loan or lease agreement with the Company as lender or lessor unless the borrower or lessee is an Affiliate;
8. any loan or lease agreement with a company subsidiary as borrower or lessee unless the borrower or lessee is an Affiliate;
9. any sale or issue of equity by the Company to a person that is not a wholly owned subsidiary of Ethanol Europe Renewables Limited;
10. any issuance of equity by an Affiliate to a person that is not a wholly owned subsidiary of Ethanol Europe Renewables Limited;
11. any non-clerical revision of the governing documents of an Affiliate;
12. filing or instituting any insolvency, or reorganization case or proceeding or otherwise instituting proceedings for bankruptcy of the Company, instituting proceedings under any applicable insolvency law in respect of the Company, seeking any relief under any law relating to relief from debts or the protection of debtors, consenting to the filing or institution of bankruptcy proceedings against the Company, filing a petition seeking or consenting to reorganization, liquidation or relief with respect to the Company under any applicable law relating to bankruptcy, seeking or consenting to the appointment of a receiver, liquidator, assignee, trustee, sequestrator, custodian, or any similar official for the Company or a substantial part of any of its property, making any assignment for the benefit of creditors, or admit in writing the company's inability to pay its debts as they become due;
13. allowing to be taken any action that is a "Material Decision" in the governing documents of an Affiliate;
14. entering into or renewing any management or consulting agreement by the Company with any third party whereby the management of the Company, or any substantial part of the management, is devolved to that third party; and
15. entering into or renewing any management or consulting agreement by an Affiliate with any third party whereby the management of the Affiliate, or any substantial part of the management, is devolved to that third party."

Third resolution:

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder decides to renumber the current items D. to F. into items E. to G. and the current articles 16 to 23 into articles 17 to 24.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le premier février,
par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Ethanol Europe Renewables Limited, une société constituée conformément aux lois de la République d'Irlande, avec siège social au 8, Templeogue Road, Terenure, Dublin 6, Ireland, inscrite au Registrar of Companies' d'Irlande, sous le numéro 480947 (ci-après «l'Associée Unique»),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Dublin, Irlande, en date du 28 janvier 2011.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de Ethanol Europe S.à r.L, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 152.506, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 18 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1088 du 25 mai 2010 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 décembre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association

L'Associée Unique, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social, requiert le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associée Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère être valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus, il reconnaît que toute la documentation a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associée Unique décide de modifier les pouvoirs de décision des gérants de la Société de sorte que certaines décisions matérielles ne pourront être prises sans l'approbation préalable de l'Associée Unique. Il décide donc de modifier les statuts de la Société en conséquence, par l'ajout d'un nouveau point D. «Approbation Préalable», et par l'insertion d'un nouvel article 16, qui aura la teneur suivante:

«D. Approbation préalable

Art. 16. Aucune des décisions suivantes (les «Décisions Matérielles» et individuellement une «Décision Matérielle») ne sera considérée comme étant effective et valide tant qu'elle n'aura pas été approuvée au préalable par écrit par l'associé unique de la Société:

1. tout contrat de prêt ou de bail dont le montant excède 5.000.000 EUR (cinq millions d'Euros) avec la Société en tant qu'emprunteur ou locataire;

2. tout contrat de prêt ou de bail dont le montant excède 5.000.000 EUR (cinq millions d'Euros) avec une société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés (les «Société Affiliées»), en tant qu'emprunteur ou locataire;

3. la mise en place de toute garantie par la Société qui ne soit pas (i) un dépôt en numéraire dans le cadre normal des affaires (qui, dans le cas du commerce de matière première, est aussi en accord avec la politique de risque approuvée expressément par le conseil d'Ethanol Europe Renewables Limited) ou (ii) une garantie d'une valeur inférieure à 1.000.000 EUR (un million d'Euros);

4. la mise en place de toute garantie par une Société Affiliée qui ne soit pas (i) un dépôt en numéraire dans le cadre normal des affaires (qui, dans le cas du commerce de matière première, est aussi en accord avec la politique de risque approuvée expressément par le conseil d'Ethanol Europe Renewables Limited) ou (ii) une garantie d'une valeur inférieure à 1.000.000 EUR (un million d'Euros);

5. toute acquisition matérielle ou vente de biens, ou fusion par, ou de la Société;

6. toute acquisition matérielle ou vente de biens, ou fusion par, ou d'une Société Affiliée;

7. tout contrat de prêt ou de bail avec la Société en tant que prêteur ou bailleur à moins que l'emprunteur ou le locataire ne soit une Société Affiliée;

8. tout contrat de prêt ou de bail avec une filiale en tant que prêteur ou bailleur à moins que l'emprunteur ou le locataire ne soit une Société Affiliée;

9. toute vente ou émission de participations par la Société à une personne qui n'est pas une filiale entièrement détenue par de Ethanol Europe Renewables Limited;

10. toute vente ou émission de participations par une Société Affiliée à une personne qui n'est pas une filiale entièrement détenue par de Ethanol Europe Renewables Limited;

11. toute modification de fond des documents régissant une Société Affiliée;

12. déposer ou engager toute affaire ou procédure d'insolvabilité, ou de réorganisation ou autrement engager une procédure de faillite de la Société, engager une procédure en rapport avec la Société selon toute loi applicable en matière d'insolvabilité, rechercher toute décharge selon toute loi relative à la décharge de dettes ou la protection des débiteurs, consentir au dépôt ou à l'engagement d'une procédure de faillite à l'encontre de la Société, déposer une demande recherchant ou consentant à une réorganisation, liquidation ou décharge en rapport avec la Société selon toute loi applicable en matière de faillite, rechercher ou consentir à la nomination d'un administrateur judiciaire, liquidateur, successeur, fiduciaire, séquestre, gardien ou tout autre agent similaire de la Société ou une partie substantielle de sa propriété, effectuer tout transfert au bénéfice d'un créancier ou reconnaître l'impossibilité pour la société de payer ses dettes échues;

13. permettre qu'une action étant une Décision Matérielle soit prise dans les documents régissant une Société Affiliée;

14. conclure ou renouveler un contrat de gestion ou de direction par la Société avec un tiers par lequel la gestion de la société, ou toute partie substantielle de la gestion de la société est transférée à ce tiers;

15. conclure ou renouveler un contrat de gestion ou de direction par une Société Affiliée avec un tiers par lequel la gestion de la Société Affiliée, ou toute partie substantielle de la gestion de la Société est transférée à ce tiers.»

Troisième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associée Unique décide de renuméroter les points actuels D. à F. en points E. à G. et les articles actuels 16 à 23 en articles 17 à 24.

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte sont estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. STOLZ-PAGE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 février 2011. LAC/2011 /5976. Reçu soixante quinze euros €75,-

Le Receveur (signé): SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011034073/176.

(110036666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Olliewood Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 19, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 90.458.

—
EXTRAIT

Il découle d'un acte de cession de parts du 21 février 2011, reçu par le notaire Aloyse BIEL, de résidence à Esch/Alzette, enregistré à Esch/Alzette en date du 22 février 2011, EAC/2011/2495 que:

Le capital de la société "OLLIEWOOD S.à.r.l.", se trouve actuellement réparti comme suit:

- Monsieur Daniel GANTREL, demeurant à L-4581 Differdange, 52 rue de l'Hôpital,	100 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES:	100 parts

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé:

- de révoquer à compter du 21 février 2011:

Monsieur Christophe BRUSSELMANS, indépendant, demeurant à L- 7232 Béréldange, 1 rue des Jardins de sa fonction de gérant unique.

- de nommer à compter du 21 février 2011 pour une durée indéterminée:

Monsieur Daniel GANTREL, prédit, dans la fonction de gérant unique.

- de préciser que vis-à-vis des tiers, la société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 13 avril 2011.

Aloyse BIEL

Notaire

Référence de publication: 2011051125/24.

(110057520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Novacap Luxembourg (Participation 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 38.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 90.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Référence de publication: 2011051123/11.

(110056861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Opticorp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 49.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011051126/10.

(110057602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Overland Properties Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Giesener.

R.C.S. Luxembourg B 156.921.

Extrait des résolutions adoptées en date du 06 avril lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société

- Le siège social de la société est transféré du 61, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg au 56, rue Giesener, L-1630 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Overland Properties Investment S.A.

Signature

Un mandataire / Adm. dél.

Référence de publication: 2011051127/14.

(110057362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

**Immochapelle S.A., Société Anonyme,
(anc. Immochapelle).**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 159.199.

L'an deux mille onze, le vingt-sept janvier,

par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

ont comparu

1. AXA Assurances Vie Luxembourg, une société anonyme ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 53.467,

ici représentée par Monsieur Danny Vanpevenaeyge, employé privé, demeurant à B-9630 Zwalm, 68, Boekelbaan, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles, Belgique, le 12 janvier 2011,

2. AXA Assurances Luxembourg, une société anonyme ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 53.466,

ici représentée par Monsieur Bruno Durieux, employé privé, demeurant à B-6706 Autelbas-Barnich, 22, rue du Bourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles, Belgique, le 12 janvier 2011.

Les procurations, signées ne varietur par les mandataires et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes agissant en qualité de seules associées de la société civile IMMOCHAPELLE (la «Société»), ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle, constituée suivant acte notarié en date du 5 mai 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 409 du 26 août 1995, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro E 1765.

Les statuts n'ont jamais été modifiés.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associées décident de convertir la Société de sa forme originale de société civile en une société anonyme, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Par conséquent, les deux cent quarante-cinq mille (245.000) parts d'intérêts sont échangées contre deux cent quarante-cinq mille (245.000) actions et attribuées aux actionnaires actuels de la Société proportionnellement à leur participation dans le capital de la Société

En conformité avec les prescriptions des articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, un rapport sur la transformation de la Société en société anonyme a été dressé en date du 27 janvier 2011 par PricewaterhouseCoopers S.à r.l., réviseur d'entreprises indépendant à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch, lequel rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Ce rapport conclut comme suit:

Conclusion

"Sur base de notre examen, aucun fait n'a été porté à notre connaissance qui nous laisse à penser que la valeur Je l'actif net comptable d'un montant de EUR 6 106 479.53 au 25 Janvier 2011 ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des parts existantes de la Société."

Les associées déclarent et confirment qu'il n'y a pas eu de changements importants depuis la date de l'établissement des comptes sociaux ainsi que du rapport.

Deuxième résolution

Les actionnaires décident de changer le nom actuel de la Société de «IMMOCHAPELLE» en «IMMOCHAPELLE S.A.».

Troisième résolution

Les actionnaires décident d'adopter les nouveaux statuts de la Société, qui auront la désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «IMMOCHAPELLE S.A.» (ci-après, la Société).

La Société peut avoir un Actionnaire Unique ("Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires (les Actionnaires). La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un Administrateur Unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet la détention, la mise en valeur, la location et la gestion de tous immeubles.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toutes autres manières.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à six millions soixante-treize mille trois cent quatre-vingt-onze euros et trente-six centimes (EUR 6.073.391,36) représenté par deux cent quarante-cinq mille (245.000) actions d'une valeur nominale de vingt-quatre euros et soixante-dix-neuf (EUR 24,79) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'Actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Réunions de l'assemblée des Actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un Actionnaire Unique, ce dernier aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Actionnaires, toute Assemblée Générale de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de mars à 10.30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 9. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque Actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, une autre personne comme mandataire.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les Actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom adresse et signature des Actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'Actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 10. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un Actionnaire Unique.

Tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'Actionnaire Unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un Actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) administrateurs, lesquels ne seront pas nécessairement Actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les Actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseils d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 11. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et Des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président, ou bien par un membre du Conseil d'Administration qui préside une telle assemblée. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur les Sociétés de 1915. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, Actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, Actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du Conseil d'Administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou (ii) en cas d'Administrateur Unique par sa signature unique ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire(s). La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration de la Société et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Admi-

nistration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Quatrième résolution

Les actionnaires confirment que le siège social de la Société reste fixé à L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

Cinquième résolution

Les actionnaires décident d'accepter la démission des gérants actuels de la Société, Messieurs Bruno Durieux et Danny Vanpevenaeyge, et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Sixième résolution

Les actionnaires décident de nommer les personnes suivantes comme nouveaux administrateurs de la Société pour une durée qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2012:

- Monsieur Paul de Cooman, Directeur Général, né à La Louvière (Belgique), le 29 août 1950, demeurant au 53, avenue du Printemps à B-1410 Waterloo;
- Madame Anne Jacquemart, Directeur Ressources humaines, Communication interne, Services Généraux et Qualité, née à Schaerbeek (Belgique), le 27 février 1948, demeurant au 30, rue Hiel à L-9660 Insenborn;
- Monsieur Jean-Louis Wansart, Responsable projets transversaux clients et qualité, né à Rocourt (Belgique), le 17 mars 1962, demeurant au 35, rue Jean de Feller à B-6700 Autelhaut/Arlon.

Septième résolution

Les actionnaires décident de nommer comme commissaire de la Société pour une durée qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2012:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., réviseur d'entreprises indépendant avec siège social à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 65.477.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci, a signé avec le notaire la présente minute.

Signé: D. VANPEVENAEYGE, B. DURIEUX et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 janvier 2011. LAC/2011 /4641. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 25 février 2011

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011034095/279.

(110036684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Picton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 232, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 129.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011051135/9.

(110057442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Piaggio Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 107.430.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière anticipée le 16 mars 2011.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2013 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Mauro Prignoli, directeur financier, demeurant 55 D, Via Sillon, I-55100 Lucca (Italie), administrateur A;
Seiji Amino, employé privé, demeurant professionnellement 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur B;

Mme Valentina Dadda, employée privée, demeurant professionnellement 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur B;

Commissaire aux comptes:

HRT Révision S.A., 23, Val Fleuri L-1526 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2011051134/23.

(110057294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Pierre Eippers S.à r.l. (succ. Rob Marco), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6477 Echternach, 37, rue des Remparts.
R.C.S. Luxembourg B 100.879.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011051136/10.

(110056855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Plus Med S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 51.502.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle de la société, tenue le 10 mars 2011, au siège social que:

1. L'actionnaire a accepté la réélection de Karl Horsburgh et Fred Thomas en tant qu'administrateurs jusqu'au 10 mars 2016, a prolongé le mandat de Nadège Brossard jusqu'au 10 mars 2016 et accepté la réélection de IAS Consulting Ltd en tant que commissaire aux comptes jusqu'au 10 mars 2016.

2. Les organes sociaux de la société se composent comme suit:

- Karl Horsburgh, administrateur
- Fred Thomas, administrateur
- Nadège Brossard, administrateur
- IAS Consulting Ltd, commissaire aux comptes

3. L'actionnaire a pris acte du nouveau siège social du commissaire aux comptes IAS CONSULTING Ltd à l'adresse suivante: 40, Woodborough Road, Winscombe, Somerset, BS25 1AG.

Pour Plus Med S.A.

Karl Horsburgh / Nadège Brossard

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011051137/22.

(110057135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

My Line S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 159.202.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-deux février.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société anonyme "MY HILL S.A.", avec siège social à L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 131.668,

ici représentée aux fins des présentes par son administrateur unique Monsieur Fernand HILBERT, entrepreneur de construction, demeurant à Steinfort.

Laquelle comparante a requis le notaire soussigné de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «MY LINE S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Steinfort.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires par décision de l'assemblée des actionnaires décidant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la mise en valeur, la promotion, l'échange, la négociation, la vente, l'achat, l'expertise, la gestion, la location et la gérance de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société peut faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (€ 31.000.-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (€ 310.-) chacune.

Les actions sont au porteur ou nominatives au choix de l'actionnaire dans les limites prévues par la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

En cas d'augmentation du capital social, des droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il le décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président pourra être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation faite à la demande d'un administrateur au siège social sauf indication contraire dans les convocations.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis, étant entendu qu'un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Pareil mandat doit reproduire l'ordre du jour et peut être donné par lettre, télégramme ou télex, ces deux derniers étant à confirmer par écrit.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par un ou plusieurs mandataires désignés à ces fins.

Lorsque la société comprend un actionnaire unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale.

Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit, tel qu'indiqué dans la convocation, le dernier vendredi du mois de juin à 15.00 heures.

Si la date de l'assemblée extraordinaire tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s).

Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée des actionnaires délibérera et prendra ses décisions conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de la tenue de l'assemblée.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi. Il les remet un mois avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra sous l'observation des règles y relatives et recueillant les approbations éventuellement nécessaires en vertu de la loi, verser des acomptes sur dividende.

La société pourra acquérir ses propres actions en observant toutefois à ce sujet les conditions et limitations prévues par la loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Par dérogation à l'article 18, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011 et par dérogation à l'article 15, la première assemblée annuelle se tiendra en 2012.

2) Exceptionnellement, le premier administrateur-délégué et le premier Président du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration.

Souscription

Toutes les actions ont été souscrites par la société anonyme «MY HILL S.A.», préqualifiée.

Ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que le montant de trente et un mille euros (€ 31.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille deux cents euros (€ 1.200.-).

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes: 1) L'actionnaire unique décide de nommer trois administrateurs, à savoir:

a) Monsieur Fernand HILBERT, entrepreneur de construction, né à Luxembourg, le 6 octobre 1965, demeurant à L-8445 Steinfort, 7A, Rousebiérg.

b) Madame Nelly MEYERS, épouse Fernand HILBERT, indépendante, née à Luxembourg, le 15 janvier 1966, demeurant à L-8445 Steinfort, 7A, Rousebiérg.

c) Monsieur Claude PEIFFER, agent immobilier, né à Luxembourg, le 21 juin 1964, demeurant à L-7481 Tuntange, 7, rue de Hollenfels.

Monsieur Fernand HILBERT, préqualifié, est désigné:

1 °) Président du conseil d'administration;

2 °) administrateur-délégué, avec pouvoir de signature individuelle.

2) L'actionnaire unique décide de nommer un commissaire aux comptes, à savoir:

La société anonyme "LUX-AUDIT S.A.", avec siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 25.797.

3) Les mandats des administrateurs, du Président du conseil d'administration, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

4) Le siège de la société est fixé à L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: HILBERT, A.WEBER.

Enregistré à Capellen, le 23 février 2011. Relation: CAP/2011/695. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 25 février 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011034110/169.

(110036731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Private Equity International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 70.348.

Par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue le 22 mars 2011 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter, avec effet immédiat, les démissions de:

* Monsieur Francesco Moglia, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, de ses fonctions d'administrateur;

- De nommer comme nouvel administrateur, avec effet immédiat

* Monsieur Giuseppe Giampietro, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg;

son mandat ayant comme échéance celui de son prédécesseur.

- De révoquer le mandat du commissaire aux comptes, Ernst & Young S.A., 7 Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach;

- De nommer en tant que Réviseur d'entreprises agréé la société Ernst & Young S.A., 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach;

pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Private Equity International S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011051140/24.

(110056852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Pericom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 61.296.

Extrait de l'assemblée générale du 22 mars 2011

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale de la société, tenue à Luxembourg le 22 mars 2011, que les résolutions suivantes ont été adoptées:

- L'assemblée accepte la démission, avec effet immédiat, de Madame Martine Durand de son poste d'administrateur.

- L'assemblée décide de nommer Madame Marie Mosen, née le 28 août 1971 à Mont Saint Aignan (France), demeurant au 223 Main Rd., 3544 Tairua, Nouvelle-Zélande, à la fonction d'administrateur de la société en remplacement de l'administrateur démissionnaire et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2017.

- L'assemblée décide de renouveler les mandats de Madame Aurelle Durand et de Monsieur Jacky Durand aux postes d'administrateurs de la société et ce, jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2017.

- L'assemblée décide de renouveler le mandat de délégué à la gestion journalière de la société de Monsieur Jacky Durand, administrateur-délégué, et ce, jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2017.

- L'assemblée décide de renouveler le mandat de Becofis S.à.r.l., commissaire aux comptes de la société et ce, jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2011.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011051145/25.

(110057006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Pacuare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 67.924.

Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011051141/12.

(110057562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Q Build, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 71, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 132.360.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011051154/9.

(110056939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

QGX Golden Hills S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 138.489.

EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse de Monsieur Thomas Lui Man Shing, gérant, a été transférée du 979 Devon House, Taikoo Place, Kings Road, Hong Kong au 31/F., Kerry Centre, 683 King's Road, Quarry Bay, Hong Kong.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Référence de publication: 2011051156/14.

(110056794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

R.L.L. Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 127.661.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (Bilan initial déposé le 4 janvier 2011 sous le numéro L110000972).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2011051157/11.

(110057049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Real Build Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 153.666.

Extrait des résolutions adoptées en date du 06 avril lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société

- Le siège social de la société est transféré du 61, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg au 56, rue Glesener, L-1630 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Real Build Properties S.A.

Signature

Un mandataire / Adm. dél.

Référence de publication: 2011051158/14.

(110057361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Regify S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 156.705.

In the year two thousand eleven, on the eighteenth of February.

Before Us Maître Patrick SERRES, notary residing at Remich (Grand Duchy of Luxembourg),

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "REGIFY S.A." (the "Company"), a public company limited by shares (société anonyme) established and having its registered office at L-1470 Luxembourg, 7 route d'Esch, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 156 705, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 8 November 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (the "Mémorial"), number 2770 of 16 December 2010. The articles of association of the Company were lastly amended by deed of the undersigned notary of the 6th January 2011, not yet published in the Mémorial.

The corporate subscribed capital of the Company is set at sixty-two thousand Euro (62,000.- EUR) divided into fifty thousand (50,000) ordinary shares of one Euro and twenty-four Cents (1.24 EUR) each.

The Meeting is presided over by Mr Kurt KAMMERER, chief executive officer, residing in (D) Hüfingen, who appoints as secretary of the Meeting Mr Volker SCHMID, Chief Technology Officer, residing in (D) Blumberg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Hans-Peter KOHLHAMMER, residing in (D) Haag an der Amper.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Creation of two categories of shares, namely shares of category A and category B.
2. Allotment of the existing shares to the category A shares and allotment of the shares of category A to the actual shareholders of the Company.
3. Reading of the report of the board of directors of the Company in relation with the suppression of the preferential subscription right of the shareholders.
4. Suppression of the preferential subscription right of all shareholders (suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires) with respect to the capital increase to be realized at the level of the Company against payment in cash.
5. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of seventeen thousand four hundred eighty-eight Euro and ninety-six cents (17,488.96 EUR) in order to raise it from its present amount of sixty two thousand Euro (62,000.- EUR) to seventy nine thousand four hundred and eighty eight Euro and ninety-six cents (79,488.96 EUR) by the issue of fourteen thousand one hundred and four (14,104) new shares of category B, all having a nominal value of one Euro and twenty-four Cent (1.24 EUR).
6. Subscription and payment of all new shares of category B by the new shareholders as previously disclosed to the actual shareholders.
7. Elimination of the nominal value of the shares of the Company.
8. Increase of the share capital of the Company by an amount of nine hundred twenty thousand five hundred eleven Euro and zero four cents (920,511,04 EUR) in order to bring the share capital of the Company from its increased amount of seventy nine thousand four hundred and eighty eight Euro and ninety-six cents (79,488.96 EUR) to an amount of one million Euro (1,000,000 EUR) by way of incorporation of the above mentioned amount out of the share premium reserve of the Company into the share capital of the Company, without issuing new shares of the Company.

9. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company.

10. Change of language of the articles of association from German into English followed by a German translation.

11. Amendment of the corporate purpose of the Company, which shall henceforth read as follows:

" Art. 3. Purpose.

3.1. The Company has as purpose the creation, the development and the distribution of software focused on electronic means and services rendered in the area of electronic communications and/or electronic transactions, either directly or indirectly, and based on platform(s) ensuring in particular security, confidentiality, integrity and/or auditability of data and services entrusted, especially for the management of identification mechanisms.

3.2. The purpose of the Company is moreover the creation, holding, development and realization of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created.

3.3. The Company may further:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds in accordance with Luxembourg law provisions.

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist by any kind of support, loans, advances or guarantees, any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.4. The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purpose."

12. Full restatement of the articles of association of the Company.

13. Miscellaneous.

II. There has been established an attendance list showing the shareholders present and represented and the number of shares, which after having been signed by the shareholders or their proxies, by the office of the Meeting and the notary, will be registered with this deed together with the proxies signed "ne varietur" by the Board of the Meeting and the undersigned notary.

III. It appears from the attendance list that all fifty thousand (50.000) ordinary shares, representing the entire subscribed capital of sixty thousand Euro (62.000.- EUR) are present or represented at the Meeting. The Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate and decide on the aforementioned agenda of the Meeting, of which the shareholders have been informed before the Meeting.

After the foregoing was approved by the Meeting, the Meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to create two categories of shares, namely shares of category A and shares of category B.

Second resolution

The Meeting resolves that the fifty thousand (50,000) ordinary shares held by the current shareholders will be henceforth category A shares and shall be allotted to the existing shareholders, in the same proportions as their actual shareholding in the Company, as follows

- KB-founders UG, a private limited liability company (Unternehmergeellschaft, haftungsbeschränkt) created and existing under the laws of Germany, registered with the Amtsgericht Freiburg under number HRB 706380, incorporated by deed dated 24th November 2010, with office in (D) Hüfingen, Auf Engelen 13, will hold twenty thousand eight hundred and eighty four (20,884) shares of category A,

- VM-founders UG, a private limited liability company (Unternehmergeellschaft, haftungsbeschränkt) created and existing under the laws of Germany, registered with the Amtsgericht Freiburg under number HRB 706382, incorporated by deed dated 24th November 2010, with office in (D) Blumberg, Waldshuterstrasse 8, will hold twenty thousand eight hundred and eighty four (20,884) shares of category A,

- regiKA UG, a private limited liability company (Unternehmergeellschaft, haftungsbeschränkt) created and existing under the laws of Germany, registered with the Amtsgericht München under number HRB 190316, incorporated by deed dated 24th November 2010, with office in München Flughafen, will hold eight thousand two hundred and thirty two (8,232) shares of category A.

Third resolution

The Meeting, after having acknowledged the report of the board of directors of the Company with respect to the suppression of the preferential subscription right (suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires existants) of the existing shareholders, resolves to suppress their preferential subscription right in relation with the capital increase to be realized by the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to increase the corporate capital of the Company by an amount of seventeen thousand four hundred eighty-eight Euro and ninety-six cents (17,488.96 EUR) in order to raise it from its present amount of sixty-two thousand Euro (62,000.- EUR) to an amount of seventy-nine thousand four hundred and eighty-eight Euro and ninety-six cents (79,488.96 EUR) by the issue of fourteen thousand one hundred and four (14,104) new shares of category B, all having a nominal value of one Euro and twenty-four cents (1.24 EUR).

Subscription - Payment

The fourteen thousand one hundred and four (14,104) new shares of category B have been entirely subscribed by the following companies in their capacity as new shareholders, as follows:

- Seven thousand and fifty-two (7,052) new shares of category B have been entirely subscribed by P&T Capital S.A., a public company limited by shares (société anonyme) created and existing under the laws of Luxembourg, incorporated by deed dated 10th December 2009, published in the Mémorial Recueil Spécial C, number 174 dated 27th January 2010, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 150181 and having its registered office at 8A, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg,

hereby represented by Mr. Joseph Glod, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 15th February 2011.

P&T CAPITAL S.A., represented as stated here above, declaring to have fully paid-up the shares by a contribution in cash of an aggregate amount of one million Euro (1,000,000.- EUR), out of which eight thousand seven hundred forty-four Euro and forty-eight cents (8,744.48 EUR) are paid in as corporate capital and the remaining amount of nine hundred ninety-one thousand two hundred fifty-five Euro and fifty-two cents (991,255.52 EUR) is paid in as share premium;

- Three thousand five hundred and twenty six (3,526) new shares of category B have been entirely subscribed by SOCIÉTÉ LUXEMBOURGEOISE DE CAPITAL-DÉVELOPPEMENT POUR LES PME S.A., a public company limited by shares (société anonyme) existing under the laws of Luxembourg, incorporated by deed dated 26th June 1998, published in the Mémorial Recueil Spécial C, number 612 dated 25th August 1998, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 65 429 and having its registered office at 7, rue du St Esprit, L-1475 Luxembourg,

here represented by Mr. Guy Wollwert, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 16th February 2011.

SOCIÉTÉ LUXEMBOURGEOISE DE CAPITAL-DÉVELOPPEMENT POUR LES PME S.A., represented as stated here above, declaring to have fully paid-up the shares by a contribution in cash of an aggregate amount of five hundred thousand Euro (500,000.- EUR), out of which four thousand three hundred seventy-two Euro and twenty-four cents (4,372.24 EUR) are paid in as corporate capital and the remaining amount of four hundred ninety-five thousand six hundred twenty-seven Euro and seventy-six cents (495,627.76 EUR) is paid in as share premium;

- Three thousand five hundred and twenty six (3,526) new shares of category B have been entirely subscribed by the SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT, a public credit institution created by the modified law dated August 2nd, 1977, established at 7, rue du St Esprit, L-1475 Luxembourg,

here represented by Mr. Marco Goeler, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 16th February 2011,

declaring to have fully paid-up the shares by a contribution in cash of an aggregate amount of five hundred thousand Euro (500,000.- EUR), out of which four thousand three hundred seventy-two Euro and twenty-four cents (4,372.24 EUR) are paid in as corporate capital and the remaining amount of four hundred ninety-five thousand six hundred twenty-seven Euro and seventy-six cents (495,627.76 EUR) is paid in as share premium.

These proxies, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the notary, will be registered with the present deed.

As such, the aggregate amount of two million Euro (2,000,000.- EUR) is, as of today at the free disposal of the Company as it has been proved by a bank certificate to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

As a consequence of the above, the share capital of the Company is set at seventy-nine thousand four hundred and eighty-eight Euro and ninety-six cents (79,488.96 EUR) represented by fifty thousand (50,000) shares of category A and fourteen thousand one hundred and four (14,104) shares of category B, having a nominal value of one Euro and twenty-four cents (1.24 EUR) each.

Fifth resolution

The Meeting resolves to cancel the current nominal value of all category A and category B shares of the Company.

Sixth resolution

The Meeting resolves a further increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of nine hundred twenty thousand five hundred eleven Euro and four cents (920,511,04 EUR) in order to bring the subscribed share capital

of the Company from its presently increased amount of seventy-nine thousand four hundred and eighty-eight Euro and ninety-six cents (79,488.96 EUR) to an amount of one million Euro (1,000,000.-EUR) by way of incorporation of part of the above-mentioned paid in share premium amount, being nine hundred twenty thousand five hundred eleven Euro and four cents (920,511,04 EUR) into the share capital of the Company, without however creating and issuing new shares.

As a consequence of the above, the share capital of the Company is set at one million Euro (1,000,000.- EUR) represented by fifty thousand (50,000) shares of category A and fourteen thousand one hundred and four (14,104) shares of category B, without nominal value, fully paid up.

Seventh resolution

As a consequence of the preceding resolutions, article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company is amended and shall henceforth have the following wording:

" **Art. 5.** Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt eine Million Euro (1.000.000.- EUR) eingeteilt in vierundsechzigtausendeinhundertvier (64.104) Aktien ohne Nennwert, ihrerseits eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) Aktien der Kategorie A und vierzehntausendeinhundertvier (14.104) Aktien der Kategorie B."

Eighth resolution

The Meeting resolves to change the language of the Company's Articles of Association from German into English followed by a German translation and states further that the English version will be prevailing in case of divergences or discrepancies between the English text and the German text.

Ninth resolution

The Meeting resolves to amend the Company's current corporate object, which shall have henceforth the following new wording:

" **3.1.** The Company has as purpose the creation, the development and the distribution of software focused on electronic means and services rendered in the area of electronic communications and/or electronic transactions, either directly or indirectly, and based on platform(s) ensuring in particular security, confidentiality, integrity and/or auditability of data and services entrusted, especially for the management of identification mechanisms.

3.2. The purpose of the Company is moreover the creation, holding, development and realization of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created.

3.3. The Company may further:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds in accordance with Luxembourg law provisions.
- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and
- lend funds or otherwise assist by any kind of support, loans, advances or guarantees, any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.4. The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purpose."

Tenth resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles of Association of the Company, which Articles will have henceforth the following new wording:

"A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société anonyme under the name of "REGIFY S.A." (the "Company") governed by the provisions of the Luxembourg law, especially those of the law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the "Company Law"), the provisions of the present articles of association (the "Articles of Association") and any shareholders' agreement, whereby any eventual shareholders' agreement is only opposable towards the Company insofar it has been countersigned by the Company acting through its board of directors or through a duly authorized representative. Should an opposable shareholders agreement exists, its provisions shall inter partes complete the provisions of these Articles of Association.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company has as purpose the creation, the development and the distribution of software focused on electronic means and services rendered in the area of electronic communications and/or electronic transactions, either

directly or indirectly, and based on platform(s) ensuring in particular security, confidentiality, integrity and/or auditability of data and services entrusted, especially for the management of identification mechanisms.

3.2. The purpose of the Company is moreover the creation, holding, development and realization of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created.

3.3. The Company may further:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds in accordance with Luxembourg law provisions.
- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and
- lend funds or otherwise assist by any kind of support, loans, advances or guarantees, any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.4. The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purpose.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors (the "Board of Directors").

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Directors adopted in the manner set forth herein or in a shareholders' agreement (if any).

B. Share capital - Shares - Register of Shares - Ownership of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's issued share capital is set at 1,000,000.-EUR (one million Euro), consisting of 64,104 (sixty-four thousand one hundred and four) shares without par value, divided into 50,000 (fifty thousand) shares of category A and 14,104 (fourteen thousand one hundred and four) shares of category B, each fully subscribed and paid-in.

5.2. Under the terms and conditions provided by the Company Law, the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner set forth in these Articles of Association or a shareholders' agreement (if any).

5.3. Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The Board of Directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into shares (the "Shares", meaning shares of category A (the "A Shares") and shares of category B (the "B Shares"), without par value.

6.2. The Company may have one or several shareholders (the "Shareholder"), whereby "A Shareholder" means a Shareholder holding A Shares and "B Shareholder" means a Shareholder holding B Shares.

6.3. Any Shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of Shares held by him/her/it in the Company's share capital, irrespective of the category of Shares.

6.4. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5. The Company may, to the extent and under the terms and conditions provided by law, repurchase or redeem its own Shares.

6.6. The Company's Shares shall be issued as registered Shares and shall remain registered Shares. Any and each Shareholder expressly renounces, as far as necessary, to its right of conversion from registered Shares into bearer Shares, no conversion of registered Company's Shares into bearer Shares being allowed.

Art. 7. Register of Shares.

7.1. A register of Shares (the "Register of Shares") will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. This Register of Shares will in particular contain the name of each Shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of Shares held by such Shareholder, the indication of the payments made on the Shares, any transfer of Shares and the dates thereof pursuant to article 8.4 of these Articles of Association as well as any security rights granted on Shares.

7.2. Each Shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a Shareholder received by it.

Art. 8. Ownership of Shares.

8.1. Proof of ownership of Shares is established through the recording of shareholding in the Register of Shares.

8.2. The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such Share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a Share held by several owners until one representative of all owners has been designated.

8.3. The Shares can only be transferred subject to the terms and conditions set forth under Section C.

8.4. Any transfer of Shares will only become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the Register of Shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which any director may record such transfer in the Register of Shares.

8.5. The Company, through any of its directors, may also accept and enter into the Register of Shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent, subject to the conditions set forth under Section C.

C. Transfer of Shares

For the purpose of the present Section C and subject to any eventual shareholders' agreement following definitions shall apply:

"Authorized Transfers" means any Transfer of Shares between the B Shareholders which may occur at any time, and which are entirely free and not subject to any Preemption Rights by other Shareholders nor to any prior approval right by other Shareholders.

"Offered Shares" means the Shares which a Shareholder intends to transfer under any Transfer (other than an Authorized Transfer).

"Offering Shareholder" means any Shareholder which (i) receives an offer either from (x) a Shareholder or (y) a third party in relation with a Transfer of some or whole of his/her/its Shares (other than an Authorized Transfer) which he is willing to accept, offering as such all of his/her/its Offered Shares for Transfer or (ii) makes an offer to the other Shareholders for the Transfer of some or whole of his/her/its Shares in accordance and subject to the provisions set forth in these Articles of Association and in any eventual shareholders' agreement.

"Preemption Notice" means the written notice to be addressed by the Recipient Shareholders, prior to expiration of the Preemption Offer Deadline, by means of registered letter with acknowledgment of receipt and to be addressed by the same means in copy to the Company by which the Recipient Shareholder shall notify in writing the Offering Shareholder and the Company its intention to exercise its Preemption Right.

"Preemption Offer Deadline" means a period of thirty-five (35) business days starting from the date of receipt of the Transfer Notice by any Recipient Shareholder and during which any Recipient Shareholder shall notify the Preemption Notice to the Offering Shareholder and the Company in case he is willing to do so.

"Preemption Right" means the preemption right of the Recipient Shareholders in case of Offered Shares pursuant to which they are entitled to purchase from the Offering Shareholders all of the Offered Shares on the same Transfer Terms as set forth in the Transfer Notice, under exclusion of any Authorized Transfer.

"Recipient Shareholders" mean any Shareholders other than the Offering Shareholder under any Transfer Notice.

"Transfer" means in relation with the Company's Shares, any sale, contribution (apport) or any type of transfer by any legal means, including any gratuitous or onerous transfer under any form whatsoever and any transfer of preferential subscription right (droit préférentiel de souscription) pursuant to any increase of capital, whichever may be the way (in particular by way of contribution in cash or by incorporation of reserves), individual waiver of such preferential subscription rights in favour of third parties; the expression "Transfer" shall also include Transfers with or without usufruct and Transfers by way of trust or "fiducie". The words "Transfer", "Transferee" and "Transferor" shall be construed accordingly.

"Transfer Notice" means the written notice of Transfer to be made by the Offering Shareholders to the other Shareholders by means of registered letter with acknowledgment of receipt and to be addressed by the same means in copy to the Company setting forth any and all Transfer Terms in relation with the Offered Shares.

"Transfer Terms" means the terms on which the Offering Shareholder is willing to transfer some or whole of his/her/its Shares especially (but not limited to), the price for the Shares and any other terms of Transfer which the Offering Shareholder is willing to accept.

Art. 9. Transfer of Shares. Subject to any eventual shareholders' agreement, the following Transfer provisions apply to any Transfer other than an Authorized Transfer, except if otherwise unanimously agreed in writing by all Shareholders at the moment the Transfer shall be made.

9.1. Veto rights of Shareholders

An eventual shareholders' agreement may provide for veto right, respectively special veto right granted to Shareholders. No Transfer can be realized by the Offering Shareholders in case of exercise of those veto rights by any Shareholder, which is expressly accepted by the Shareholders.

9.2. Preemption Right

Except with respect to the Authorised Transfers any other Transfer of the Company's Shares is subject to the following Preemption Right. If at any time the Offering Shareholder wishes to proceed to a Transfer of its Offered Shares, following provisions apply:

9.2.1. The Offering Shareholder shall first make an offer to each of the Recipient Shareholders setting out (x) exhaustively the ultimate beneficial owner(s) of the Transferee in such detail that the other Shareholders are able (a) to clearly identify the ultimate beneficial owner(s) of the Transferee and (b) to assess if they are willing to exercise their Preemption Right and (y) the Transfer Terms of the third party offer.

9.2.2. In this case, each of the Recipient Shareholders is entitled to exercise his/her/its Preemption Right until the Preemption Offer Deadline by notifying his/her/its Preemption Notice.

9.2.3. Upon the expiration of the Preemption Offer Deadline, if the Company has received from the Recipient Shareholders by Preemption Notices sufficient acceptances to purchase all the Offered Shares, the Company shall thereupon apportion the Offered Shares among the Shareholders so accepting pro rata in proportion to the number of Shares held by each of them respectively, but only up to the number of the Offered Shares accepted by each of them respectively.

9.2.4. If the Company did not receive sufficient acceptances to purchase all the Offered Shares, the Recipient Shareholders having applied their Preemption Right shall be entitled to further apply their Preemption Right for the said remaining Offered Shares. For this purpose, a new Preemption Offer Deadline shall apply for the remaining Offered Shares, while the remaining Offered Shares shall be allocated between the Recipient Shareholders having further applied their respective Preemption right to the remaining Offered Shares au prorata to their shareholding in the Company so that all remaining offered Shares be finally allocated between them, except in case another arrangement is agreed between the said Recipient Shareholders.

9.3. Violation of Transfer provisions

Any Transfer done in violation of the provisions of Section C or in violation of the provisions of an eventual shareholders' agreement shall be considered as nil and void. Any Transfer in violation thereof cannot be opposed to the Company which is fully entitled not to register such a Transfer in the Register of Shares.

9.4. General obligation

Any Transferee is obliged, prior to the signing of any Transfer document to verify with the Company if an eventual shareholder agreement is existing. Should an eventual shareholder agreement exist, the Shareholders expressly commit to make sure that any Transfer is only done in accordance with the provisions set forth therein.

D. General meeting of Shareholders

Art. 10. Powers of the general meeting of Shareholders.

10.1. The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of Shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

10.3. The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law, by these Articles of Association and/or by any eventual shareholders' agreement.

Art. 11. Convening general meetings of Shareholders.

11.1. The general meeting of Shareholders of the Company may at any time be convened by the Board of Directors or by the statutory auditor(s) (commissaire aux comptes), if any, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting

11.2. The general meeting of Shareholders must be convened by the Board of Directors or by the statutory auditor (s), if any, as the case may be, upon request in writing indicating the agenda, addressed to the Board of Directors or to the statutory auditor(s) (commissaire aux comptes) by one or several Shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of Shareholders must be convened by the Board of Directors or by the statutory auditor(s) in order to be held within a period of one (1) month from receipt of such request at such place and on such date as specified in the convening notice of the meeting.

11.3. An annual general meeting of Shareholders must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting, on the first Monday of May at 11.00 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting of Shareholders must be held on the next following business day.

11.4. The Board of Directors shall give written notice of each Shareholders' meeting not later than twenty-five (25) business days prior to such meeting, except in case of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice sent at least eight (8) business days prior to the time set for the meeting shall be sufficient.

11.5. Each notice of a Shareholders' meeting shall:

- (a) specify a detailed agenda;
- (b) be accompanied by any supporting documents for any and all points covered and/or addressed by the relevant agenda, and
- (c) be sent by mail, or by email followed by mail received prior to the meeting, to the relevant address of each of the Shareholders.

11.6. Any business that was not described in such notice shall not be transacted at such meeting, unless every Shareholder agrees in writing.

11.7. One or several Shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) business days prior to the date scheduled for the meeting.

11.8. If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of Shareholders may be held without prior notice.

Art. 12. Conduct of general meetings of Shareholders.

12.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of Shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of Shareholders and who need neither be Shareholders, nor members of the Board of Directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of Shareholders.

12.2. An attendance list must be kept at any general meeting of Shareholders.

12.3. Quorum

No quorum shall be required for the general meeting of Shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by the Company Law, an eventual shareholders' agreement or by these Articles of Association.

12.4. Vote

12.4.1. Each Share entitles to one (1) vote, subject to the provisions of the Company Law.

12.4.2. Unless otherwise required by law or by these Articles of Association or any eventual Shareholders' agreement, resolutions at a general meeting of Shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

12.4.3. Subject to an eventual shareholders' agreement, the following decisions can only be validly taken with the majorities set forth under the following article 13:

- (i) any amendment or modification of any right, preference or privilege of shares, including A and/or B shares;
- (ii) the creation of any further class of Shares or other security or other instrument convertible into or exercisable or exchangeable for any rights and preferences of the class B shares or any other class of Shares;
- (iii) any issuance of securities of whatsoever nature or any issuance of Shares;
- (iv) any other modifications to the Company's Articles of Association;
- (v) any capital decrease of the Company's corporate capital;
- (vi) any corporate transaction regarding a merger, dissolution, liquidation, spin-off or winding up of the Company;
- (vii) the increase or decrease in total number of shares, including A and/or B shares;
- (viii) the redemption or repurchase of any Shares;
- (ix) the payment of dividends or any other type of distribution to be done by the Company;
- (x) any pledge, right, lien, charge or encumbrance on the assets of the Company;
- (xi) any full or partial granting, licensing, transfer or sale, with or without a consideration, of any intellectual property rights of the Company or of any Subsidiary to a third party.

12.4.4. Subject to an eventual shareholders' agreement, the following decisions can only be validly taken with the unanimous consent of all Shareholders:

- (i) any increase of the corporate subscribed capital of the Company to be paid up in kind (apport en nature);
- (ii) any transfer of (x) the registered office, (y) the seat of principal business as well as central business functions ("siege de l'administration centrale") and/or (z) the majority of operations of the Company outside of Luxembourg;
- (iii) any capital transaction via an IPO.

12.5. A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing another person, Shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all Shareholders.

12.6. The Board of Directors may determine all other organizational conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any general meeting of Shareholders.

Art. 13. Amendment of the Articles of Association. During a three-year period from the date of creation of shares of category A and shares of category B, and subject to the terms and conditions provided by Company Law, as well as to the provisions set forth under article 12.4.4. and an eventual Shareholders' agreement if any, the Articles of Association may be amended by a resolution of the general meeting of Shareholders at a meeting where at least half of the Company's issued share capital present or represented on first call, adopted with (i) a majority of eighty-five per cent (85%) of the votes validly cast and (ii) the positive vote of one (1) or more B Shareholders holding together at least fifty percent (50%) of the B shares. On second call, the resolution will be passed with the same majorities of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

After expiry of the above-mentioned three-year period, the Articles of Association may be amended by a resolution of the general meeting of Shareholders at a meeting where at least half of the Company's issued share capital present or represented on first call, adopted with a majority of (i) two thirds of the votes validly cast, as foreseen by Company Law and (ii) the positive vote of one or more B Shareholders holding at least fifty per cent (50%) of the B Shares.

Art. 14. Minutes of general meetings of Shareholders. The board of any general meeting of Shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any Shareholder who requests to do so.

E. Management

Art. 15. Powers of the Board of Directors and Delegation.

15.1. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by its Articles of Association to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

15.2. The Board of Directors may delegate and revoke its power to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affaires to one (1) or more persons (délégués à la gestion journalière) being either Shareholders or not, or members of the Board of Directors or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters relating to the daily management and affairs of the Company.

15.3. In case one (1) or more members of the Board of Directors is/are entrusted with the daily management of the Company, he/they shall take the title of "administrateur délégué" or "managing director".

15.4. The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person who needs not to be a director, appoint and dismiss all officers and determine their emoluments.

Art. 16. Composition of the Board of Directors.

16.1. The Board of Directors is composed of at least three (3) members, while the exact number of members as well as the modalities of organization of the Board of Directors shall be decided by the general meeting of Shareholders in compliance with an eventual shareholders' agreement.

16.2. The Board of Directors shall elect within its members a chairman and a vice chairman.

Art. 17. Vacancy in the office of a director.

17.1. If a vacancy in the office of a member of the Board of Directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of Shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

17.2. If, in case the total number of members of the Board of Directors falls below three (3) or below such higher minimum set by these Articles of Association or any eventual shareholders' agreement, as the case may be, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of Shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of Shareholders, which shall resolve on the permanent appointment.

Art. 18. Convening meetings of the Board of Directors.

18.1. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, the vice chairman or by any two (2) directors at the place indicated in the convening notice. Any meeting called shall be scheduled in accordance with the following paragraph.

18.2. The convening notice shall be sent to each member of the Board of Directors not later than ten (10) business days prior to such meeting, except in case of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and the notice sent at least five (5) business days prior to the time set for the meeting.

18.3. Each such convening notice of the Board of Directors' meeting shall:

(a) specify a reasonably detailed agenda;

(b) be accompanied by any relevant documents for the points covered and/or addressed by the relevant agenda provided such documents are available at that date; and

(c) be sent by mail or facsimile, or by email, whereby any notice given by email is only valid if followed by fax or mail received prior to the meeting, to the relevant address of each of the board members. In case the email is not followed by fax or mail, the notice shall not be valid, except if confirmed by a written acknowledgment of receipt sent by email by

the relevant director to the chairman prior to the meeting or if the concerned member of the Board of Directors is present or represented at such meeting.

Additional relevant documents to cover any and all points covered and/or addressed by the relevant agenda may be sent separately to each member of the Board of Directors but no later than five (5) business days prior to the time set for the meeting.

18.4. Any director may waive in writing his/her own requirement of notice of any particular meeting of the Board of Directors.

18.5. Any business that was not described in such notice shall not be transacted at such meeting unless every member of the Board of Directors previously agrees to that point.

Art. 19. Conduct of meetings of the Board of Directors.

19.1. The chairman of the Company's Board of Directors shall preside at all meetings of the Shareholders and at all meetings of the Board of Directors.

19.2. In the absence of the chairman of the Company's Board of Directors at a meeting, the vice chairman shall preside such meeting of the Shareholders or of the Board of Directors. In the absence of the vice chairman, the Shareholders or the other members of the Board of Directors will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting of the Board of Directors, by vote of the majority present at any such meeting.

19.3. The Board of Directors may also choose a secretary who needs not to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the Shareholders.

19.4. Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, whether in original, by telefax, or email to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another member of the Board of Directors as his/her proxy.

19.5. Any member of the Board of Directors may represent maximum one (1) of his/her colleagues, under the condition however set forth in article 20.1.

19.6. To the extent permitted by Luxembourg law, any or all directors of the Board of Directors may participate in a board meeting over the telephone or video-conference or similar means of communication equipment whereby (i) the members of the board of Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting of the Board of Directors can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting of the Board of Directors is performed on an ongoing basis and (iv) the members of the Board of Directors who can properly deliberate and participate in a meeting of the Board of Directors by such mean shall constitute presence in person at such meeting of the Board of Directors. A meeting of the Board of Directors held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg at the registered office of the Company.

19.7. Notwithstanding the foregoing, the Board of Directors may also to the extent permitted by Luxembourg law conduct business by way of unanimous written resolutions in lieu of voting at meetings, in case of urgency or where other exceptional circumstances so require. Such resolutions shall consist of one (1) or several documents containing the resolutions of the Board of Directors and signed, manually or electronically by means of an electronic signature, by each member of the Board of Directors. The date of such resolutions of the Board of Directors shall be the date of the last signature. Unless otherwise set forth in the resolutions, the meeting of the Board of Directors held by such means will be deemed to be held in Luxembourg at the registered office of the Company.

Art. 20. Quorum and Decisions of the Board of Directors.

20.1. Subject to an eventual shareholders' agreement, the Board of Directors can only validly debate and take decisions if at least half plus one (1) of the members of the Board of Directors are present or represented in accordance with the provisions set forth under article 19.

20.2. Subject to an eventual shareholders' agreement, all decisions of the Board of Directors shall be decided by simple majority of vote of the members of the Board of Directors present or duly represented, it being specified that in case of a tied vote, the chairman of the Board of Directors meeting does not have a casting vote.

Art. 21. Conflict of interests.

21.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one (1) or more of the members of the Board of Directors or officers of the Company is interested in, or is a member of the board of management, Board of Directors, Shareholder, officer or employee of such other company or firm.

21.2. Any member of the Board of Directors or officer of the Company who serves as member of the board of management, member of any supervisory board, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business:

21.3. In the event that any member of the Board of Directors may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such member of the Board of Directors shall make known to the Board of Directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such member of the Board of Directors' interest therein, shall be reported to the next following Shareholders' meeting.

Art. 22. Minutes of meetings of the Board of Directors.

22.1. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by all members of the Board of Directors.

22.2. The minutes of any meeting of the Board of Directors held by electronic means shall be ratified during the next meeting of the Board of Directors by the signature of all members of the Board of Directors present or represented during such meeting.

22.3. A copy or an extract of such minutes of the meeting of the Board of Directors which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two (2) members of the Board of Directors.

Art. 23. Dealings with third parties.

23.1. Subject to the articles 23.2 and 23.3 as well as an eventual shareholders' agreement, the Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of two (2) members of the Board of Directors.

23.2. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the signatures of the persons (délégués à la gestion journalière) in accordance with the signatory powers granted to them when appointed to that effect in accordance with the provisions set forth here above in article 15.2.

23.3. The Company shall further be bound by the joint or the single signature(s) of the person(s) to whom specific signatory power has been granted by the Board of Directors, whereby any such signatory power must be set forth in a power of attorney granted in writing.

F. Supervision**Art. 24. Statutory auditor(s) (commissaire aux comptes).**

24.1. The operations of the Company shall be supervised in accordance with Luxembourg law either by one (1) or several statutory auditors, being Shareholders or not, or by one or more independent auditors.

24.2. In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a Shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these Articles of Association relating to the convening and conduct of meetings of the Board of Directors shall apply.

G. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 25. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 26. Profits.

26.1. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

26.4. Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the Board of Directors, the general meeting of Shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these Articles of Association.

H. Liquidation

Art. 30. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

I. Governing law

Art. 31. Governing law. These Articles of Association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Company Law."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand five hundred Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Nothing else being on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The deed having been read and translated to the appearing persons, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundelf, den achtzehnten Februar.

Vor Uns dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich, Großherzogtum Luxemburg,

fand die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Versammlung“) der Gesellschaft „REGIFY S.A.“ (die „Gesellschaft“), eine Aktiengesellschaft, mit Sitz in L-1470 Luxemburg, 7, route d'Esch, statt; genannte Gesellschaft, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 156705, wurde gegründet durch notarielle Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, vom 8. November 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“), Nummer 2770 vom 16. Dezember 2010. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt umgeändert gemäß notarieller Urkunde des amtierenden Notars vom 6. Januar 2001, welche noch nicht im Mémorial veröffentlicht wurde.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zweiundsechzigtausend Euro (EUR 62.000,-) und ist eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) Stammaktien mit einem Nennwert von je einem Euro und vierundzwanzig Cents (EUR 1,24).

Die Versammlung wurde um unter dem Vorsitz von Herrn Kurt KAMMERER, Chief Executive Officer, wohnhaft in (D) Hüfingen, eröffnet, welcher Herrn Volker SCHMID, Chief Technology Officer, wohnhaft in (D) Blumberg, zum Schriftführer ernennt.

Die Versammlung wählt Herrn Hans-Peter KOHLHAMMER, wohnhaft in (D) Haag an der Amper, zum Stimmenzähler.

Der Versammlungsvorstand ist hiermit gebildet.

Der Vorsitzende bittet den Notar folgendes festzuhalten:

I. Dass die Versammlung über folgende Tagesordnung zu befinden hat:

Tagesordnung

1. Schaffung von zwei verschiedenen Klassen von Aktien, nämlich Aktien der Klasse A und Aktien der Klasse B.
2. Zuteilung der bestehenden Aktien zu der Klasse A und Zuteilung dieser Aktien an die derzeitigen Aktionäre der Gesellschaft.
3. Lesung des Berichts des Verwaltungsrates der Gesellschaft betreffend die Aufhebung des Vorzugsrechtes der Aktionäre für die Aktienzeichnung.
4. Aufhebung des Vorzugsrechtes der Aktionäre für die Aktienzeichnung im Zusammenhang mit der Erhöhung des Gesellschaftskapitals durch Bareinzahlung.
5. Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft von dem gegenwärtigen Betrag von zweiundsechzigtausend Euro (EUR 62.000), durch den Betrag von siebzehntausendvierhundert achtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cent (17.488,96 EUR) auf den Betrag von neunundsiebzigttausendvierhundertachtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cent (79.488,96 EUR) durch die Ausgabe von vierzehntausendeinhundertundvier (14.104) neuen Aktien der Klasse B mit einem Nennwert von einem Euro und vierundzwanzig Cent (EUR 1,24) pro Aktie;
6. Zeichnung und Einzahlung der neuen Aktien der Klasse B durch die neuen Aktionäre, welche den derzeitigen Aktionären bekannt sind.
7. Aufhebung des Nominalwertes der Aktien der Gesellschaft.
8. Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft von dem gegenwärtigen Betrag von neunundsiebzigttausendvierhundertachtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cent (79.488,96 EUR), durch den Betrag von neunhundertzwanzigtausendfünfhundertelf Euro und vier Cent (920.511,04 EUR) auf den Betrag von einer Million Euro (1.000.000,- EUR) durch die Einbringung des erwähnten Betrages der Rücklage des Agios „share premium“ der Gesellschaft in das Gesellschaftskapital, ohne die Schaffung neuer Aktien.
9. Demzufolge Abänderung von Artikel 5 der Satzung.
10. Übersetzung der Satzung der Gesellschaft ins Englische gefolgt von einer deutschen Fassung.
11. Abänderung des Gesellschaftszweckes in der englischen Fassung wie folgt:

„ Art. 3. Purpose.

3.1. The Company has as purpose the creation, the development and the distribution of software focused on electronic means and services rendered in the area of electronic communications and/or electronic transactions, either directly or indirectly, and based on platform(s) ensuring in particular security, confidentiality, integrity and/or auditability of data and services entrusted, especially for the management of identification mechanisms.

3.2. The purpose of the Company is moreover the creation, holding, development and realization of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created.

3.3. The Company may further:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds in accordance with Luxembourg law provisions.

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist by any kind of support, loans, advances or guarantees, any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.4. The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purpose."

12. Komplette Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

13. Verschiedenes.

II.- Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl ihrer Aktien in einer Anwesenheitsliste eingetragen sind. Diese Anwesenheitsliste wird, nach Unterzeichnung durch die Aktionäre, Bevollmächtigten und dem Vorstand, dieser notariellen Urkunde beigefügt, um zusammen mit dieser einregistriert zu werden.

Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

III.- Dass sämtliche fünfzigtausend (50.000) Stammaktien, die das gesamte Aktienkapital von zweiundsechzigtausend Euro (62.000.- EUR) darstellen in gegenwärtiger Versammlung anwesend beziehungsweise gültig vertreten sind, und dass alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, von der für diese Hauptversammlung festgelegten Tagesordnung Kenntnis erhalten zu haben und ordnungsgemäß eingeladen worden zu sein.

Diese Versammlung ist daher ordnungsgemäß einberufen worden und kann so in rechtsgültiger Weise über die Tagesordnungspunkte beraten und entscheiden.

Nach Beratung fasst die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt die Schaffung von zwei verschiedenen Klassen von Aktien, nämlich Aktien der Klasse A und Aktien der Klasse B.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt dass die bestehenden fünfzigtausend (50.000) Stammaktien der Klasse A Aktien zuerteilt werden und dass diese Klasse A Aktien den derzeitigen Aktionäre der Gesellschaft in demselben Verhältnis wie ihre jetzige Beteiligung in der Gesellschaft zugewiesen werden, wie folgt:

- zwanzigtausendachthundertvierundachtzig (20.884) Aktien der Klasse A von der Gesellschaft deutschen Rechts KB-founders UG, gegründet durch notarielle Urkunde vom 24. November 2010, mit Sitz in (D) 78183 Hüfingen, Auf Engelen 13, eingetragen im Firmenregister beim Amtsgericht Freiburg unter der Nummer HRB 706380,

- zwanzigtausendachthundertvierundachtzig (20.884) Aktien der Klasse A von der Gesellschaft deutschen Rechts VM-founders UG, gegründet durch notarielle Urkunde vom 24. November 2010, mit Sitz in (D) 78176 Blumberg, Waldshuterstrasse 8, eingetragen im Firmenregister beim Amtsgericht Freiburg unter der Nummer HRB 706382,

- achttausendzweihundertzweiunddreissig (8.232) Aktien der Klasse A von der Gesellschaft deutschen Rechts regiKA UG, gegründet durch notarielle Urkunde vom 24. November 2010, mit Sitz in (D) München Flughafen, eingetragen im Firmenregister beim Amtsgericht München unter der Nummer HRB 190316.

Dritter Beschluss

Die Versammlung nimmt Kenntnis des Berichts des Verwaltungsrates der Gesellschaft betreffend die Aufhebung des Vorzugsrechtes der Aktionäre für die Aktienzeichnung und beschließt ebenfalls in diesem Zusammenhang die Aufhebung dieses Vorzugsrechtes der gegenwärtigen Aktionäre für die Zeichnung der Aktien bezüglich der Erhöhung des Gesellschaftskapitals gegen Bareinzahlung.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Erhöhung des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft um einen Betrag von siebzehntausendvierhundertachtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cents (17.488,96 EUR) um es von seinem gegenwärtigen Betrag von zweiundsechzigtausend Euro (EUR 62.000.-) auf den Betrag von neunundsiebzigttausendvierhundertachtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cents (79.488,96 EUR) zu erhöhen, durch die Ausgabe von vierzehntausendeinhundertundvier (14.104) neuen Aktien der Klasse B mit einem Nennwert von einem Euro und vierundzwanzig Cents (EUR 1.24) pro Aktie;

Zeichnung der Aktien

Die vierzehntausendeinhundertundvier (14.104) neuen Aktien der Klasse B wurden durch die nachstehenden Gesellschaften, in ihrer Eigenschaft als neue Aktionäre wie folgt gezeichnet:

- siebentausendzweiundfünfzig (7.052) Aktien der Klasse B wurden gezeichnet von die Gesellschaft P&T CAPITAL S.A. mit Sitz in L-2020 Luxemburg, 8a, avenue Monterey, eine anonyme Gesellschaft luxemburgischen Rechts, welche ge-

gründet wurde gemäß notarieller Urkunde vom 10. Dezember 2010, veröffentlicht im Memorial C Nummer 174 vom 27. Januar 2010, eingetragen im Firmenregister von Luxemburg unter der Nummer 150181,

hier vertreten durch Herrn Joseph GLOD, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 15. Februar 2011,

welcher erklärt diese Zeichnung durchzuführen gegen einer Bareinlage in einer Gesamthöhe von einer Million Euro (1.000.000.- EUR), wovon ein Betrag von achttausendsiebenhundertvierundvierzig Euro und achtundvierzig Cents (8.744,48 EUR) in das Gesellschaftskapital eingezahlt wird und der restliche Betrag von neunhunderteinundneunzigtausendzweihundertfünfundfünfzig Euro und zweiundfünfzig Cents (991.255,52 EUR) als Agio (share premium) eingezahlt wird,

- dreitausendfünfhundertsechszwanzig (3.526) Aktien der Klasse B wurden gezeichnet von der Gesellschaft SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE CAPITAL-DEVELOPPEMENT POUR LES PME S.A. mit Sitz in Luxemburg, 7, rue du St. Esprit, eine anonyme Gesellschaft luxemburgischen Rechts, welche gegründet wurde gemäß notarieller Urkunde vom 26 Juni 1998, veröffentlicht im Memorial C Nummer 612 vom 25. August 1998, eingetragen im Firmenregister von Luxemburg unter der Nummer 65429,

hier vertreten durch Herrn Guy Wollwert, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 16. Februar 2011,

welcher erklärt diese Zeichnung durchzuführen mit einer Bareinlage in einer Gesamthöhe von fünfhunderttausend Euro (500.000.- EUR), wovon ein Betrag von viertausenddreihundertzweiundsiebzig Euro und vierundzwanzig Cents (4.372,24 EUR) in das Gesellschaftskapital eingezahlt wird und der restliche Betrag von vierhundertfünfundneunzigtausendsechshundertsiebenundzwanzig Euro und sechsundsiebzig Cents (495.627,76 EUR) als Agio (share premium) eingezahlt wird;

- dreitausendfünfhundertsechszwanzig (3.526) Aktien der Klasse B wurden gezeichnet von der SOCIETE NATIONALE DE CREDIT ET D'INVESTISSEMENT, ein Kreditinstitut öffentlichen Rechts, welches gegründet wurde durch das Gesetz vom 2. August 1977, mit Sitz in Luxemburg, 7, rue du St. Esprit, hier vertreten durch Herrn Marco Goeler, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 16. Februar 2011,

welcher erklärt diese Zeichnung durchzuführen mit einer Bareinzahlung in einer Gesamthöhe von fünfhunderttausend Euro (500.000.- EUR), wovon ein Betrag von viertausenddreihundertzweiundsiebzig Euro und vierundzwanzig Cent (4.372,24 EUR) in das Gesellschaftskapital eingezahlt wird und der restliche Betrag von vierhundertfünfundneunzigtausendsechshundertsiebenundzwanzig Euro und sechsundsiebzig Cents (495.627,76 EUR) als Agio (share premium) eingezahlt wird.

Diese Vollmachten werden nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Erschienen und dem amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Nachweis dieser Bareinzahlungen wurde dem amtierenden Notar an Hand einer Bankbescheinigung erbracht, so dass der Gesamtbetrag von zwei Millionen Euro (2.000.000.-EUR) der Gesellschaft ab heute zur freien Verfügung steht, was dieser ausdrücklich bestätigt.

Demzufolge beläuft sich das Gesellschaftskapital auf neunundsiebzigttausendvierhundertachtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cents (79.488,96 EUR) eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) Aktien der Klasse A und vierzehntausendeinhundertundvier (14.104) Aktien der Klasse B, mit einem Nennwert von einem Euro und vierundzwanzig Cent (EUR 1.24) pro Aktie;

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Aufhebung des Nominalwertes aller Aktien der Klasse A und der Klasse B der Gesellschaft.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt eine weitere Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von neunhundertzwanzigttausendfünfhundertelf Euro und vier Cents (920.511,04 EUR) um es von seinem gegenwärtigen aufgestockten Betrag von neunundsiebzigttausendvierhundertachtundachtzig Euro und sechsundneunzig Cent (79.488,96 EUR), auf den Betrag von einer Million Euro (1.000.000.- EUR) zu erhöhen, durch Einbringung eines Teils des vorerwähnten eingezahlten Betrages des Agios (share premium) in Höhe von neunhundertzwanzigttausendfünfhundertelf Euro und vier Cents (920.511,04 EUR) in das Gesellschaftskapital, ohne jedoch neue Aktien zu schaffen und auszugeben.

Demzufolge beläuft sich das Gesellschaftskapital auf eine Million Euro (1.000.000.- EUR) eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) Aktien der Klasse A und vierzehntausendeinhundertundvier (14.104) Aktien der Klasse B, ohne Nennwert, voll eingezahlt.

Siebter Beschluss

Als Folge der vorhergehenden Beschlüsse erhält Artikel 5 der Satzung folgenden Wortlaut:

" **Art. 5.** Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt eine Million Euro (1.000.000.- EUR) eingeteilt in vierundsechzigtausendeinhundertvier (64.104) Aktien ohne Nennwert, ihrerseits eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) Aktien der Kategorie A und vierzehntausendeinhundertvier (14.104) Aktien der Kategorie B."

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Sprache der Satzung der Gesellschaft von Deutsch auf Englisch zu wechseln, gefolgt von einer deutschen Fassung und bestätigt ebenfalls dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung ausschlaggebend sein wird.

Neunter Beschluss

Die Versammlung beschließt den gegenwärtigen Gesellschaftszweck in der englischen Fassung abzuändern, so dass dieser nun folgenden neuen Wortlaut erhält:

" Art. 3. Purpose.

3.1. The Company has as purpose the creation, the development and the distribution of software focused on electronic means and services rendered in the area of electronic communications and/or electronic transactions, either directly or indirectly, and based on platform(s) ensuring in particular security, confidentiality, integrity and/or auditability of data and services entrusted, especially for the management of identification mechanisms.

3.2. The purpose of the Company is moreover the creation, holding, development and realization of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created.

3.3. The Company may further:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds in accordance with Luxembourg law provisions.

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist by any kind of support, loans, advances or guarantees, any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.4. The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purpose."

Zehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt eine vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche fortan nun folgenden neuen Wortlaut erhält:

"A. Name - Dauer - Gegenstand - Eingetragener Sitz

Art. 1. Name. Es existiert eine Gesellschaft, die sich im Besitz der derzeitigen Aktionäre bzw. etwaiger künftiger Aktionäre befindet und die Form einer Société Anonyme mit dem Namen „REGIFY S.A." (die „Gesellschaft") hat, geregelt wird durch Luxemburger Recht, insbesondere die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der gültigen Fassung (das „Gesellschaftsrecht"), die Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung") sowie sämtliche Vereinbarungen zwischen den Aktionären, wobei eine Vereinbarung zwischen den Aktionären der Gesellschaft nur entgegeng gehalten werden kann, wenn diese Vereinbarung von der Gesellschaft unterzeichnet wurde, die durch ihren Verwaltungsrat (Board of Directors) oder einen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter handelt. Sofern eine entgegengestellte Vereinbarung zwischen den Aktionären besteht, ergänzen die darin enthaltenen Bestimmungen inter partes die Bestimmungen der vorliegenden Satzung.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 3. Gegenstand.

3.1. Gegenstand der Gesellschaft ist die Schaffung, Entwicklung und der Vertrieb von Software mit Schwerpunkt auf elektronischen Geräten und Dienstleistungen, die im Bereich elektronische Kommunikation und/oder elektronische Transaktionen direkt oder indirekt erbracht werden und auf einer bzw. mehreren Plattformen basieren, die insbesondere die Sicherheit, Vertraulichkeit, Integrität und/oder Nachvollziehbarkeit anvertrauter Daten und Dienstleistungen, insbesondere zur Verwaltung von Identifikationsmechanismen, gewährleisten.

3.2. Gegenstand der Gesellschaft ist ferner die Schaffung, das Führen, der Aufbau und die Realisierung eines Portfolios, das aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art sowie jeder sonstigen Form von Anlagen in Rechtsträger des Großherzogtums Luxemburg und sonstiger Länder besteht, unabhängig davon, ob diese Rechtsträger bereits bestehen oder noch gegründet werden müssen.

3.3. Die Gesellschaft darf ferner:

- Kapital aufnehmen, insbesondere durch Darlehensaufnahmen jeglicher Art bzw. durch Emission von Wertpapieren oder Schuldinstrumenten, einschließlich Anleihen gemäß Luxemburger Recht;

- jede Art von Sicherheit stellen für die Erfüllung sämtlicher Verpflichtungen der Gesellschaft oder eines Rechtsträgers, an dem die Gesellschaft direkt oder indirekt beteiligt ist oder in den diese auf irgendeine andere Weise investiert hat oder der Teil der gleichen Unternehmensgruppe ist wie die Gesellschaft und

- Kapital verleihen oder auf andere Weise durch Hilfen, Darlehen, Kredite oder Garantien einen Rechtsträger unterstützen, an dem die Gesellschaft direkt oder indirekt beteiligt ist oder in den diese auf irgendeine andere Weise investiert hat oder der Teil der gleichen Unternehmensgruppe ist wie die Gesellschaft.

3.4. Die Gesellschaft kann sämtliche Transaktionen ausführen, die direkt oder indirekt ihrem Gegenstand dienlich sind.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb der gleichen Gemeinde kann der eingetragene Sitz der Gesellschaft auf Beschluss des Verwaltungsrats (der „Verwaltungsrat“) verlegt werden.

4.3. Er kann in eine beliebige Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, und zwar durch einen Beschluss der Hauptversammlung, der gemäß den Bestimmungen in Bezug auf eine Änderung der vorliegenden Satzung angenommen werden muss.

4.4. Zweigstellen oder sonstige Niederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eingerichtet werden, und zwar durch Beschluss des Verwaltungsrats, der gemäß den Bestimmungen, die im Folgenden oder in einer Vereinbarung zwischen den Aktionären (sofern vorhanden) angegeben werden, angenommen werden muss.

B. Grundkapital - Aktien - Aktionärsregister - Aktieneigentum

Art. 5. Grundkapital.

5.1. Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt 1.000.000.- EUR (eine Million Euro) eingeteilt in 64.104 (vierundsechzigtausendeinhundertundvier) Aktien ohne Nennwert, unterteilt in 50.000 (fünfzigtausend) Aktien der Kategorie A und 14.104 (vierzehntausendeinhundertundvier) Aktien der Kategorie B, allesamt vollständig gezeichnet und eingezahlt.

5.2. Gemäß den Bestimmungen des Gesellschaftsrechts kann das gezeichnete Kapital der Gesellschaft durch Beschluss der Hauptversammlung erhöht werden. Dieser Beschluss muss gemäß den in der vorliegenden Satzung bzw. einer Vereinbarung zwischen den Aktionären (sofern vorhanden) aufgeführten Bestimmungen angenommen werden.

5.3. Etwaige neue Aktien, die durch Barzahlung erworben werden können, werden vorrangig dem/den bestehenden Aktionär(en) angeboten. Bei mehreren Aktionären werden diese Aktien den Aktionären in Abhängigkeit von der Anzahl der Aktien angeboten, mit denen diese am Grundkapital der Gesellschaft beteiligt sind. Der Verwaltungsrat legt die Frist fest, während der dieses Vorzugsrecht in Verbindung mit der Zeichnung ausgeübt werden kann. Diese Frist muss mindestens dreißig (30) Tage ab dem Versanddatum des an den Aktionär/die Aktionäre verschickten Einschreibens betragen, in dem der Beginn der Zeichnungsfrist mitgeteilt wird.

Art. 6. Aktien.

6.1. Das Grundkapital ist in Aktien unterteilt (die „Aktien“, d. h. Aktien der Kategorie A (die „A-Aktien“) sowie Aktien der Kategorie B (die „B-Aktien“), ohne Nennwert.

6.2. Die Gesellschaft kann über einen oder mehrere Aktionäre verfügen (der „Aktionär“), wobei mit „A-Aktionär“ ein Inhaber von A-Aktien gemeint ist und mit „B-Aktionär“ ein Inhaber von B-Aktien.

6.3. Die Rechte der einzelnen Aktionäre im Hinblick auf das Gesellschaftsvermögen entsprechen der Anzahl der vom Aktionär am Grundkapital der Gesellschaft gehaltenen Aktien, unabhängig von der Aktienkategorie.

6.4. Der Tod, die Geschäftsunfähigkeit, Auflösung, Insolvenz bzw. jedes sonstige Ereignis in Bezug auf den einzigen Aktionär oder einen sonstigen Aktionär hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

6.5. Die Gesellschaft kann im Einklang mit den gesetzlichen Rahmenbedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen oder zurücknehmen.

6.6. Die Aktien der Gesellschaft werden in Form von Namensaktien ausgegeben und behalten diese Form auch bei. Jeder Aktionär verzichtet, soweit erforderlich, ausdrücklich auf sein Recht auf Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien, da ein Umtausch von Namensaktien der Gesellschaft in Inhaberaktien nicht zulässig ist.

Art. 7. Aktionärsregister.

7.1. Ein Aktionärsregister (das „Aktionärsregister“) wird am eingetragenen Sitz der Gesellschaft geführt, wo es den Aktionären zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Das Aktionärsregister enthält insbesondere den Namen jedes einzelnen Aktionärs, dessen Wohnsitz bzw. eingetragenen Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien, Angaben zu den im Zusammenhang mit diesen Aktien vorgenommenen Zahlungen, etwaige Übertragungen von Aktien sowie die zugehörigen Daten gemäß Artikel 8.4 der vorliegenden Satzung sowie mit den Aktien verbundene Wertpapierrechte.

7.2. Jeder Aktionär teilt der Gesellschaft per Einschreiben seine Anschrift bzw. diesbezügliche Änderungen mit. Die Gesellschaft kann auf die Anschrift eines Aktionärs vertrauen, die ihr vom Aktionär selbst zuletzt mitgeteilt wurde.

Art. 8. Aktieneigentum.

8.1. Der Nachweis über das Aktieneigentum wird über die Erfassung des Aktienbesitzes im Aktionärsregister erbracht.

8.2. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Wird eine Aktie von mehreren Personen gehalten, so müssen diese eine einzelne Person bestimmen, die gegenüber der Gesellschaft als alleiniger Inhaber einer solchen Aktie

gilt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit der von mehreren Personen gehaltenen Aktie verbundenen Rechte auszusetzen, bis ein Vertreter für alle Inhaber bestimmt wurde.

8.3. Die Aktien können nur gemäß den in Abschnitt C aufgeführten Bedingungen übertragen werden.

8.4. Eine Aktienübertragung erlangt gegenüber der Gesellschaft und Dritten erst Gültigkeit, wenn eine Übertragungs-erklärung im Aktionärsregister verzeichnet wurde, die vom Übertragenden und dem Empfänger bzw. deren Vertretern datiert und unterzeichnet wurde, bzw. nach der Unterrichtung der Gesellschaft über die Übertragung bzw. nach der Genehmigung der Übertragung durch die Gesellschaft, gemäß der jedes Verwaltungsratsmitglied eine solche Übertragung im Aktionärsregister erfassen kann.

8.5. Im Einklang mit den in Abschnitt C angegebenen Bedingungen kann die Gesellschaft ferner durch eines ihrer Verwaltungsratsmitglieder Übertragungen akzeptieren und im Aktionärsregister erfassen, auf die im Rahmen einer Korrespondenz oder in einem sonstigen Dokument, die/das die Zustimmung des Übertragenden und des Empfängers belegt, Bezug genommen wird.

C. Übertragung von Aktien

Für die Zwecke des vorliegenden Abschnitts C und vorbehaltlich einer Vereinbarung zwischen den Aktionären gelten die folgenden Definitionen:

„Genehmigte Übertragungen“ bezeichnet Übertragungen von Aktien zwischen den B-Aktionären, die jederzeit, völlig uneingeschränkt und unabhängig von Bezugsrechten anderer Aktionäre bzw. dem Recht auf vorherige Genehmigung durch sonstige Aktionäre erfolgen können.

„Angebotene Aktien“ bezeichnet die Aktien, die ein Aktionär im Rahmen einer Übertragung (keine genehmigte Übertragung) übertragen möchte.

„Anbietender Aktionär“ bezeichnet einen Aktionär, der (i) entweder von einem Aktionär (x) oder einem Dritten (y) im Zusammenhang mit der Übertragung (keine genehmigte Übertragung) einzelner oder aller seiner Aktien ein Angebot erhält, das er anzunehmen bereit ist, und entsprechend alle oder einen Teil seiner Aktien zur Übertragung anbietet oder (ii) der den anderen Aktionären ein Angebot zur Übertragung aller bzw. eines Teils seiner Aktien unterbreitet, all dies gemäß den in der vorliegenden Satzung und im Rahmen einer etwaigen Vereinbarung zwischen den Aktionären festgelegten Bestimmungen.

„Bezugsrechtsmitteilung“ bezeichnet die schriftliche Benachrichtigung, die von den empfangenden Aktionären vor Ablauf der Frist zur Ausübung des Bezugsrechts per Einschreiben mit Empfangsbestätigung verschickt werden muss, und von der in gleicher Weise eine Kopie an die Gesellschaft geschickt werden muss und mithilfe derer der empfangende Aktionär den anbietenden Aktionär und die Gesellschaft schriftlich über seine Absicht, von seinem Bezugsrecht Gebrauch zu machen, benachrichtigen muss.

„Frist zur Ausübung des Bezugsrechts“ bezeichnet einen Zeitraum von fünfunddreißig (35) Geschäftstagen ab dem Datum des Erhalts der Übertragungsmitteilung durch einen empfangenden Aktionär, während dessen der empfangende Aktionär die Bezugsrechtsmitteilung an den anbietenden Aktionär und die Gesellschaft verschicken muss, sofern er davon Gebrauch machen möchte.

„Bezugsrecht“ bezeichnet das Bezugsrecht des empfangenden Aktionärs im Zusammenhang mit angebotenen Aktien, gemäß dem dieser berechtigt ist, vom anbietenden Aktionär alle angebotenen Aktien zu den in der Übertragungsmitteilung angegebenen Übertragungsbedingungen zu kaufen, unter Ausschluss einer genehmigten Übertragung.

„Empfangende Aktionäre“ bezeichnet im Rahmen einer Übertragungsmitteilung alle Aktionäre, bei denen es sich nicht um anbietende Aktionäre handelt.

„Übertragung“ bezeichnet in Verbindung mit den Aktien der Gesellschaft sämtliche Verkaufsvorgänge, Einlagen (apport) oder jede sonstige Art von Übertragung mithilfe gesetzlicher Mittel, einschließlich unentgeltlicher oder entgeltlicher Übertragungen in beliebiger Form sowie Übertragungen von Vorzugsrechten (droit préférentiel de souscription) im Zusammenhang mit Kapitalerhöhungen gleich welcher Art (insbesondere durch Bareinlagen oder Umwandlung von Rücklagen in Grundkapital), individueller Verzicht auf solche Vorzugsrechte zugunsten Dritter; der Begriff „Übertragung“ umfasst auch Übertragungen mit oder ohne Nutzungsrecht sowie Übertragungen mittels Treuhandvertrag oder „fiducie“. Die Begriffe „Übertragung“, „Empfänger“ und „Übertragender“ sind entsprechend anzuwenden.

„Übertragungsmitteilung“ bezeichnet die schriftliche Mitteilung über die Übertragung, die von anbietenden Aktionären an die anderen Aktionäre per Einschreiben mit Empfangsbestätigung verschickt werden muss, und von der in gleicher Weise ein Kopie an die Gesellschaft geschickt werden muss, in der sämtliche Übertragungsbedingungen in Verbindung mit den angebotenen Aktien enthalten sein müssen.

„Übertragungsbedingungen“ bezeichnet die Bedingungen, zu denen der anbietende Aktionär bereit ist, seine Aktien teilweise oder insgesamt zu übertragen, unter anderem insbesondere den Preis für die Aktien sowie etwaige sonstige Bedingungen in Verbindung mit der Übertragung, die der anbietende Aktionär zu akzeptieren bereit ist.

Art. 9. Aktienübertragung. Vorbehaltlich einer etwaigen Vereinbarung zwischen den Aktionären gelten die folgenden Übertragungsbestimmungen für alle Übertragungen, bei denen es sich nicht um genehmigte Übertragungen handelt, sofern von den Aktionären zum geplanten Zeitpunkt der Übertragung nicht einstimmig und schriftlich etwas anderes vereinbart wurde.

9.1. Vetorechte der Aktionäre

Eine etwaige Vereinbarung zwischen den Aktionären kann unter Umständen ein Vetorecht bzw. ein besonderes Vetorecht für die Aktionäre vorsehen. Die anbietenden Aktionäre können keine Übertragungen vornehmen, wenn ein Aktionär von diesen Vetorechten Gebrauch macht, was die Aktionäre ausdrücklich billigen.

9.2. Bezugsrecht

Mit Ausnahme von genehmigten Übertragungen gelten für alle Übertragungen von Aktien der Gesellschaft die folgenden Bezugsrechte. Wenn ein anbietender Aktionär zu einem beliebigen Zeitpunkt die von ihm angebotenen Aktien übertragen möchte, gelten die folgenden Bedingungen:

9.2.1. Der anbietende Aktionär unterbreitet zunächst jedem der empfangenden Aktionäre ein Angebot, in dem folgende Angaben enthalten sind: (x) sämtliche endgültigen Begünstigten des Empfangenden in derart ausführlicher Form, dass die restlichen Aktionäre in der Lage sind, (a) den/die endgültigen Begünstigten des Empfängers eindeutig zu identifizieren und (b) festzustellen, ob sie von ihrem Bezugsrecht Gebrauch machen möchten, und (y) die Übertragungsbedingungen des Drittangebots.

9.2.2. In einem solchen Fall können alle empfangenden Aktionäre von ihrem Bezugsrecht Gebrauch machen, und zwar bis zum Ablauf der Frist für die Anwendung des Bezugsrechts mittels Versenden ihrer Bezugsrechtsmitteilung.

9.2.3. Nach Ablauf der Frist für die Nutzung des Bezugsrechts und, sofern die Gesellschaft von den empfangenden Aktionären in Form von Bezugsrechtsmitteilungen ausreichend Zustimmung zum Aufkauf aller angebotenen Aktien erhalten hat, kann die Gesellschaft auf dieser Grundlage sämtliche angebotenen Aktien unter den zustimmenden Aktionären anteilig in Abhängigkeit von den von ihnen gehaltenen Aktien aufteilen, jedoch nur maximal in der Höhe, die von jedem Einzelnen genehmigt wurde.

9.2.4. Wenn gegenüber der Gesellschaft nicht die Bereitschaft zum Kauf aller angebotenen Aktien erklärt wurde, sind die empfangenden Aktionäre, die von ihrem Bezugsrecht Gebrauch gemacht haben, dazu berechtigt, ihr Bezugsrecht ferner im Hinblick auf die verbleibenden angebotenen Aktien geltend zu machen. Zu diesem Zwecke wird eine neue Frist zur Ausübung des Bezugsrechts im Hinblick auf die verbleibenden angebotenen Aktien festgelegt, während die verbleibenden angebotenen Aktien unter den Aktionären aufgeteilt werden, die zusätzlich von ihrem Bezugsrecht im Hinblick auf die verbleibenden angebotenen Aktien Gebrauch gemacht haben, und zwar anteilig in Abhängigkeit von ihrer Beteiligung an der Gesellschaft, sodass alle verbleibenden angebotenen Aktien letztendlich unter ihnen aufgeteilt werden, es sei denn die genannten empfangenden Aktionäre treffen eine anderslautende Vereinbarung.

9.3. Verstoß gegen die Übertragungsbestimmungen

Jede Übertragung, die gegen die Bestimmungen in Abschnitt C oder die Bestimmungen einer etwaigen Vereinbarung zwischen den Aktionären verstößt, wird als ungültig erachtet. Eine solche Übertragung kann gegenüber der Gesellschaft nicht geltend gemacht werden, die umfassend berechtigt ist, eine solche Übertragung nicht im Aktionärsregister zu erfassen.

9.4. Allgemeine Verpflichtungen

Sämtliche Empfänger sind verpflichtet, vor der Unterzeichnung einer Übertragungsurkunde gemeinsam mit der Gesellschaft sicherzustellen, dass keine Vereinbarung zwischen den Aktionären vorliegt. Sollte eine Vereinbarung zwischen den Aktionären bestehen, so verpflichten die Aktionäre sich ausdrücklich dazu, zu gewährleisten, dass eine Übertragung ausschließlich gemäß den Bestimmungen einer solchen Vereinbarung erfolgt.

D. Hauptversammlung

Art. 10. Befugnisse der Hauptversammlung.

10.1. Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte im Rahmen der Hauptversammlung aus, die eines der Organe der Gesellschaft darstellt.

10.3. Die Hauptversammlung verfügt über die Befugnisse, die ihr laut Gesetz, dieser Satzung und/oder einer etwaigen Vereinbarung zwischen den Aktionären ausdrücklich zustehen.

Art. 11. Einberufung der Hauptversammlung.

11.1. Die Hauptversammlung kann zu einem beliebigen Zeitpunkt vom Verwaltungsrat bzw., sofern vorhanden, dem/den gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire aux comptes), einberufen werden, damit diese an dem Ort und zu dem Zeitpunkt stattfinden kann, der in der diesbezüglichen Bekanntmachung angegeben ist.

11.2. Die Hauptversammlung muss vom Verwaltungsrat bzw., sofern vorhanden, dem/den gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfer(n) einberufen werden, und zwar mittels eines schriftlichen Antrags unter Angabe der Tagesordnung, der von einem oder mehreren Aktionären, der/die zusammen mindestens 10% des emittierten Grundkapitals der Gesellschaft repräsentiert/repräsentieren, an den Verwaltungsrat bzw. den/die gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfer (commissaire aux comptes) zu richten ist. In diesem Fall muss die Hauptversammlung vom Verwaltungsrat bzw. dem/den gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfer(n) einberufen werden, damit diese innerhalb einer Frist von einem (1) Monat ab dem Erhalt eines solchen Antrags an dem Ort und zu dem Zeitpunkt stattfindet, wie in der Einberufungsbekanntmachung zur Versammlung angegeben.

11.3. Eine Jahreshauptversammlung muss innerhalb der Gemeinde stattfinden, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, bzw. an einem anderen Ort, der in der Einberufungsbekanntmachung zu einer solchen Versammlung

festgelegt wird, und zwar am ersten Montag des Monats Mai um 11.00 Uhr. Handelt es sich bei diesem Tag um einen gesetzlichen Feiertag, so findet die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Geschäftstag statt.

11.4. Der Verwaltungsrat muss jede Hauptversammlung schriftlich einberufen, und zwar spätestens fünfundzwanzig (25) Geschäftstage vor besagter Versammlung, außer es handelt sich um einen Notfall. In diesem Fall sind die Art der Umstände in der Einberufungsbekanntmachung darzulegen und die Bekanntmachung spätestens acht (8) Geschäftstage vor dem festgesetzten Versammlungstermin zu übermitteln.

11.5. Bei jeder Bekanntmachung einer Hauptversammlung müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein:

- (a) es muss eine detaillierte Tagesordnung angegeben werden;
- (b) etwaige ergänzende Dokumente im Zusammenhang mit einem oder allen Punkten der betreffenden Tagesordnung müssen beigefügt sein und
- (c) die Bekanntmachung muss per Post (Einschreibebrief) oder per E-Mail (mit anschließender Zustellung per Post) zugestellt werden, und zwar vor der Versammlung und an die jeweils gültige Anschrift des Aktionärs.

11.6. Nicht in der Bekanntmachung beschriebene Geschäfte werden auf der Versammlung nicht getätigt, sofern nicht alle Aktionäre vorher schriftlich zugestimmt haben.

11.7. Ein oder mehrere Aktionäre, der/die insgesamt mindestens zehn Prozent (10 %) des emittierten Grundkapitals der Gesellschaft repräsentieren, können die Aufnahme eines oder mehrerer Punkte in die Tagesordnung einer Hauptversammlung beantragen. Ein solcher Antrag muss an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft per Einschreiben spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem für die Versammlung angesetzten Datum gesendet werden.

11.8. Wenn alle Aktionäre auf einer Hauptversammlung persönlich oder in Vertretung anwesend sind und angeben, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Ankündigung stattfinden.

Art. 12. Durchführung von Hauptversammlungen.

12.1. Bei jeder Hauptversammlung ist ein Versammlungsvorstand bestehend aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär und einem Stimmenauszähler zu bilden, die von der Hauptversammlung zu ernennen sind und weder Aktionäre noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Versammlungsvorstand hat vor allem sicherzustellen, dass die Versammlung vorschriftsmäßig abgehalten wird und insbesondere die Regeln in Bezug auf die Einberufung der Sitzung, die Mehrheitserfordernisse, die Stimmenauszählung und die Vertretung von Aktionären eingehalten werden.

12.2. Auf jeder Hauptversammlung ist eine Anwesenheitsliste zu führen.

12.3. Beschlussfähigkeit

Es ist keine Beschlussfähigkeit notwendig, damit die Hauptversammlung rechtsgültig tätig werden und beraten kann, es sei denn, das Gesellschaftsrecht, eine etwaige Aktionärsvereinbarung oder die vorliegende Satzung sehen etwas anderes vor.

12.4. Abstimmung

12.4.1. Jede Aktie berechtigt, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesellschaftsrecht, zur Abgabe einer (1) Stimme.

12.4.2. Sofern nicht per Gesetz oder in der vorliegenden Satzung oder einer etwaigen Aktionärsvereinbarung anders festgesetzt, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des vertretenen Kapitals. Stimmenthaltungen und ungültige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

12.4.3. Vorbehaltlich einer etwaigen Aktionärsvereinbarung können die folgenden Beschlüsse nur mit den im folgenden Artikel 13 dargelegten Mehrheiten rechtsgültig gefasst werden:

(i) jede Ergänzung oder Abänderung eines Rechts, Vorzugsoder Vorrechts auf Aktien, einschließlich A- und/oder B-Aktien;

(ii) die Einrichtung weiterer Aktienklassen oder Klassen sonstiger Wertpapiere oder anderer Instrumente, die Gegenstand einer Umwandlung in, einer Ausübung von bzw. eines Austauschs gegen Rechte(n) und Vorzugsrechte(n) an Aktien der Klasse B oder einer anderen Aktienklasse sein können,

(iii) jede Ausgabe von Wertpapieren gleich welcher Art oder jede Ausgabe von Aktien;

(iv) jede sonstige Änderung der Gesellschaftssatzung;

(v) jede Verringerung des Gesellschaftskapitals;

(vi) jedes eine Fusion, Auflösung, Liquidation, einen Spin-off oder eine Abwicklung der Gesellschaft betreffende Geschäft;

(vii) die Erhöhung oder Verringerung der Gesamtaktienzahl, einschließlich A- und/oder B-Aktien;

(viii) die Rücknahme bzw. der Rückkauf von Aktien;

(ix) die Zahlung von Dividenden und jede sonstige Ausschüttung der Gesellschaft;

(x) jedes Pfand, Anrecht, Zurückbehaltungsrecht, jede Belastung oder Last auf das bzw. dem Vermögen der Gesellschaft;

(xi) jede vollständige oder teilweise Gewährung, Lizenzvergabe, Übertragung oder Veräußerung, mit oder ohne Gegenleistung, von geistigen Eigentumsrechten der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft an einen Dritten.

12.4.4. Vorbehaltlich einer etwaigen Aktionärsvereinbarung können die folgenden Beschlüsse nur einstimmig mit der Zustimmung aller Aktionäre rechtsgültig gefasst werden:

- (i) jede Erhöhung des gezeichneten Gesellschaftskapitals, das als Sacheinlage zu zahlen ist (apport en nature);
- (ii) jede Verlegung (x) des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft, (y) des Sitzes von Hauptgeschäfts- und zentralen Geschäftsfunktionen („siège de l'administration centrale“) und/oder (z) der überwiegenden Geschäftstätigkeit der Gesellschaft außerhalb von Luxemburg;
- (iii) jede Kapitalbewegung über eine Neuemission von Aktien.

12.5. Ein Aktionär kann sich auf jeder Hauptversammlung von einem Stellvertreter vertreten lassen, der selbst kein Aktionär sein muss. Die Ernennung eines Stellvertreters muss schriftlich erfolgen und das unterzeichnete Vollmachtsformular per Post, Fax, E-Mail oder über ein anderes Kommunikationsmittel übermittelt werden, wobei eine Kopie des Formulars als Nachweis ausreichend ist. Ein Stellvertreter kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

12.6. Der Verwaltungsrat kann sämtliche weiteren organisatorische Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um an der Hauptversammlung teilnehmen zu dürfen.

Art. 13. Satzungsänderungen. Die Satzung kann während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Zeitpunkt der Auflegung von Aktien der Kategorie A und von Aktien der Kategorie B und vorbehaltlich der Bedingungen und Vorgaben des Gesellschaftsrechts sowie der in Artikel 12.4.4. dargelegten Bestimmungen und einer etwaigen Aktionärsvereinbarung durch Beschluss der Hauptversammlung geändert werden. Auf einer solchen Sitzung muss mindestens die Hälfte des emittierten Grundkapitals der Gesellschaft auf erste Aufforderung persönlich oder in Vertretung anwesend sein. Satzungsänderungen gelten mit (i) einer Mehrheit von fünfundachtzig Prozent (85 %) der gültig abgegebenen Stimmen und (ii) der Dafürstimme eines (1) oder mehrerer B-Aktionäre, der/die zusammen mindestens fünfzig Prozent (50 %) der B-Aktien hält/halten, als angenommen. Auf zweite Aufforderung wird der Beschluss mit den gleichen Mehrheiten der auf der Sitzung gültig abgegebenen Stimmen angenommen, unabhängig vom Anteil des Kapitals, das auf der Sitzung persönlich oder in Vertretung anwesend ist. Stimmenthaltungen und ungültige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

Nach Ablauf des oben genannten Dreijahreszeitraums kann die Satzung per Beschluss der Hauptversammlung geändert werden, wenn auf dieser Sitzung auf erste Aufforderung mindestens die Hälfte des emittierten Grundkapitals der Gesellschaft persönlich oder in Vertretung anwesend ist, wobei für die Annahme des Beschlusses gemäß Gesellschaftsrecht eine Mehrheit von (i) zwei Dritteln der gültig abgegebenen Stimmen und (ii) die Ja-Stimme eines oder mehrerer B-Aktionäre nötig sind, der/die mindestens fünfzig Prozent (50 %) der B-Aktien hält/halten.

Art. 14. Protokoll der Hauptversammlung. Der Verwaltungsvorstand einer jeden Hauptversammlung hat während der Sitzung Protokoll zu führen. Das Protokoll wird von den Mitgliedern des Sitzungskomitees sowie von jedem Aktionär, der dies wünscht, unterzeichnet.

E. Unternehmensführung

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats und Übertragung von Befugnissen.

15.1. Dem Verwaltungsrat werden alle erforderlichen Vollmachten übertragen, damit er sämtliche Verwaltungsakte und Verfügungen im Interesse der Gesellschaft vornehmen kann. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich gesetzlich oder satzungsgemäß der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

15.2. Der Verwaltungsrat kann das Tagesgeschäft und die laufende Betriebsführung der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts und der laufenden Betriebsführung einer (1) oder mehreren Personen (délégés à la gestion journalière) übertragen und entziehen. Diese Personen können, müssen aber keine Aktionäre oder Mitglieder des Verwaltungsrats sein, und sind umfassend befugt, in allen Angelegenheiten, die das Tagesgeschäft und die laufende Betriebsführung der Gesellschaft betreffen, im Auftrag der Gesellschaft zu handeln.

15.3. Falls ein (1) Mitglied oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats mit der laufenden Betriebsführung der Gesellschaft betraut wird/werden, so trägt es/tragen sie den Titel „administrateur délégué“ oder „Geschäftsführer“.

15.4. Außerdem kann der Verwaltungsrat alle Befugnisse und Sondermandate einer Person, die nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein muss, übertragen, alle Verwaltungsratsmitglieder bestellen und entlassen sowie ihre Bezüge festlegen.

Art. 16. Zusammensetzung des Verwaltungsrats.

16.1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern, wohingegen die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Modalitäten der Verwaltungsratsorganisation von der Hauptversammlung unter Einhaltung einer etwaigen Aktionärsvereinbarung zu bestimmen sind.

16.2. Der Verwaltungsrat wählt aus seinen Reihen einen Vorsitzenden und einen Vizevorsitzenden.

Art. 17. Freie Verwaltungsratsstelle.

17.1. Wird eine Verwaltungsratsstelle wegen Todes, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Ausscheidens oder aus anderen Gründen frei, kann diese Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung vorübergehend aus den Reihen der verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder besetzt werden. Auf der nächsten Hauptversammlung ist die Stelle dann dauerhaft mit einem geeigneten Kandidaten zu besetzen.

17.2. Falls die Gesamtzahl der Verwaltungsratsmitglieder unter drei (3) oder unter einen höheren Mindestwert fällt, der in der vorliegenden Satzung bzw. einer etwaigen Aktionärsvereinbarung festgesetzt ist, dann muss die freie Stelle ohne schuldhaftes Zögern entweder von der Hauptversammlung oder vorübergehend von den übrigen Verwaltungsratsmitgliedern besetzt werden, bis die dauerhafte Besetzung des Postens auf der nächsten Hauptversammlung beschlossen wird.

Art. 18. Einberufung von Verwaltungratssitzungen.

18.1. Der Verwaltungsrat kommt auf Aufruf des Vorsitzenden, des Vizevorsitzenden oder auf Aufruf von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern an dem in der Einberufungsbekanntmachung angegebenen Ort zusammen. Jede einberufene Sitzung ist gemäß dem folgenden Paragraphen anzuberaumen.

18.2. Die Einberufungsbekanntmachung ist jedem Verwaltungsratsmitglied spätestens zehn (10) Geschäftstage vor der betreffenden Sitzung zu übermitteln, außer es handelt sich um einen Notfall. In diesem Fall ist die Art der Umstände in der Einberufungsbekanntmachung darzulegen und die Bekanntmachung spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem festgesetzten Sitzungstermin zu übermitteln.

18.3. Jede Einberufungsbekanntmachung einer Verwaltungratssitzung muss:

- (a) die einzelnen Punkte der Tagesordnung enthalten;
- (b) die Unterlagen enthalten, die für die Punkte der entsprechenden Tagesordnung sachdienlich sind, sofern diese Unterlagen zu diesem Datum vorliegen; und
- (c) per Post, Fax oder E-Mail übermittelt werden, wobei jede Bekanntmachung per E-Mail nur rechtsgültig ist, wenn die Verwaltungsratsmitglieder vor der Sitzung noch ein Schreiben per Fax oder Post an ihre jeweilige Anschrift erhalten. Falls der E-Mail kein Schreiben per Fax oder Post folgt, ist die Bekanntmachung nicht rechtsgültig, es sei denn, das entsprechende Verwaltungsratsmitglied hat dem Vorsitzenden vor der Sitzung eine schriftliche Empfangsbestätigung per E-Mail zugesandt oder das betreffende Verwaltungsratsmitglied ist bei der Sitzung persönlich oder in Vertretung anwesend.

Zusätzliche Unterlagen, welche für die Tagesordnungspunkte sachdienlich sind, können jedem Verwaltungsratsmitglied getrennt zugesandt werden, jedoch spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem festgesetzten Sitzungstermin.

18.4. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich auf den Erhalt einer Bekanntmachung für eine bestimmte Verwaltungsratssitzung verzichten.

18.5. Nicht in der Bekanntmachung aufgeführte Themen werden auf der Sitzung nicht behandelt, sofern sich nicht alle Verwaltungsratsmitglieder vorher darauf verständigen.

Art. 19. Durchführung von Verwaltungratssitzungen.

19.1. Der Verwaltungsratsvorsitzende der Gesellschaft hat den Vorsitz auf allen Aktionärsversammlungen und auf allen Verwaltungratssitzungen.

19.2. Ist der Verwaltungsratsvorsitzende der Gesellschaft bei einer Sitzung abwesend, übernimmt der Vizevorsitzende den Vorsitz der Aktionärsversammlung oder Verwaltungratssitzung. In Abwesenheit des Vizevorsitzenden ernennen die Aktionäre oder anderen Verwaltungsratsmitglieder per Abstimmung vorübergehend einen anderen Vorsitzenden, der auf der betreffenden Verwaltungratssitzung den Vorsitz innehat, und zwar mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen.

19.3. Der Verwaltungsrat kann außerdem einen Sekretär auswählen, der während der Verwaltungratssitzung und der Aktionärsversammlung Protokoll führt. Der Sekretär muss kein Verwaltungsratsmitglied sein.

19.4. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich auf jeder Verwaltungratssitzung vertreten lassen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, sei es per Original, Fax oder E-Mail mit elektronischer Signatur (die in Luxemburg rechtsgültig ist), zu seinem Stellvertreter bestellt.

19.5. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann höchstens einen (1) seiner Kollegen vertreten, jedoch unter der in Artikel 20.1 angegebenen Voraussetzung.

19.6. In dem vom luxemburgischen Gesetz zulässigen Maße können einige oder alle Verwaltungsratsmitglieder an einer Verwaltungratssitzung über eine Telefonschaltung oder Videokonferenz oder ein ähnliches Kommunikationsmittel teilnehmen, wobei (i) die an der Sitzung teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder identifiziert werden können, (ii) alle an der Verwaltungratssitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören und miteinander sprechen können, (iii) die Übertragung der Verwaltungratssitzung ununterbrochen erfolgt und (iv) die Verwaltungsratsmitglieder, die so in geeigneter Weise an einer Verwaltungratssitzung und den Beratungen teilnehmen können, als persönlich auf einer solchen Verwaltungratssitzung anwesend gelten. Eine Verwaltungratssitzung, die über solche Kommunikationsmittel abgehalten wird, gilt als in Luxemburg am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten.

19.7. Ungeachtet des Vorgenannten kann der Verwaltungsrat in dem in Luxemburg gesetzlich zulässigen Maße im Notfall oder wenn andere außergewöhnliche Umstände dies erforderlich machen, Angelegenheiten anstelle per Abstimmung auf einer Sitzung auch schriftlich mittels einstimmiger Umlaufbeschlüsse regeln. Solche Beschlüsse bestehen aus einem (1) oder mehreren Dokumenten und sind mit der handschriftlichen Unterschrift oder elektronischen Signatur jedes Verwaltungsratsmitglieds versehen. Das Datum der Beschlussfassung entspricht dem Datum, an dem das letzte Verwaltungsratsmitglied den Beschluss unterzeichnet hat. Sofern in den Beschlüssen nicht anders festgelegt, gilt die auf diesem Wege abgehaltene Verwaltungratssitzung als in Luxemburg am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten.

Art. 20. Beschlussfähigkeit und Beschlüsse des Verwaltungsrats.

20.1. Vorbehaltlich einer etwaigen Aktionärsvereinbarung kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten und Entscheidungen treffen, wenn gemäß den Bestimmungen von Artikel 19 mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder plus eins (1) persönlich oder in Vertretung anwesend sind.

20.2. Vorbehaltlich einer etwaigen Aktionärsvereinbarung werden alle Entscheidungen des Verwaltungsrats mit einfacher Mehrheit der Stimmen der persönlich oder in Vertretung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder getroffen, wobei ausdrücklich darauf hingewiesen wird, dass der Verwaltungsratsvorsitzende bei Stimmgleichheit nicht die ausschlaggebende Stimme hat.

Art. 21. Interessenkonflikte.

21.1. Kein Vertrag oder sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma soll durch die Tatsache berührt sein oder aufgehoben werden, dass ein (1) oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Mitglied der Unternehmensführung, Verwaltungsrat, Aktionär, Führungskraft oder Angestellter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind.

21.2. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats und jede Führungskraft des Unternehmens, der/die Mitglied der Unternehmensführung, Aufsichtsrat, Führungskraft oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft Verträge schließt oder andere Geschäfte tätigt, wird nicht einzig aufgrund dieser Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Firma daran gehindert, Angelegenheiten besagten Vertrag oder ein anderes Geschäft betreffend zu prüfen und darüber abzustimmen oder diesbezüglich zu handeln.

21.3. Sollte ein Mitglied des Verwaltungsrats ein persönliches, gegensätzliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft haben, so muss dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses persönliche, gegensätzliche Interesse bekanntmachen und darf dieses Geschäft weder prüfen noch darüber abstimmen. Ein solches Geschäft und das Interesse des Verwaltungsratsmitglieds an diesem Geschäft sind der nächstfolgenden Aktionärsversammlung zu melden.

Art. 22. Protokoll der Verwaltungsratssitzungen.

22.1. Das Protokoll von Verwaltungsratssitzungen ist von allen Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

22.2. Das Protokoll von Verwaltungsratssitzungen, die auf elektronischem Wege abgehalten wurden, ist auf der nächsten Verwaltungsratssitzung durch Unterzeichnung aller auf der Sitzung persönlich oder in Vertretung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder zu bestätigen.

22.3. Eine Kopie oder ein Auszug eines solchen Protokolls einer Verwaltungsratssitzung, die bei Gericht oder anderswo vorgelegt werden kann, ist von zwei (2) Mitgliedern des Verwaltungsrats zu unterzeichnen.

Art. 23. Verbindungen zu Dritten.

23.1. Vorbehaltlich Artikel 23.2 und 23.3 sowie einer etwaigen Aktionärsvereinbarung verpflichtet sich die Gesellschaft Dritten gegenüber unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Mitgliedern des Verwaltungsrats.

23.2. Die Gesellschaft ist im Rahmen des Tagesgeschäfts durch die Unterschrift der Personen (délégés à la gestion journalière) gemäß der ihnen bei Ernennung zu diesem Zweck erteilten Zeichnungsberechtigung in Übereinstimmung mit den oben genannten Bestimmungen von Artikel 15.2 gebunden.

23.3. Die Gesellschaft ist außerdem durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift der Person(en) gebunden, der/denen vom Verwaltungsrat eine spezielle Zeichnungsberechtigung verliehen wurde, wobei eine derartige Zeichnungsberechtigung in Form einer schriftlich gewährten Vollmacht erteilt werden muss.

F. Aufsicht

Art. 24. Gesetzliche(r) Abschlussprüfer (commissaire aux comptes).

24.1. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wird gemäß luxemburgischer Gesetzgebung entweder von einem (1) oder von mehreren gesetzlichen Abschlussprüfern, die keine Aktionäre sein müssen, oder von einem oder mehreren unabhängigen Abschlussprüfern beaufsichtigt.

24.2. Im Falle mehrerer gesetzlicher Abschlussprüfer bilden diese eine Prüfungskommission, aus deren Mitte ein Vorsitzender gewählt wird. Die Kommission kann auch einen Sekretär bestimmen, der weder Aktionär noch gesetzlicher Abschlussprüfer sein muss. Bezüglich der Einberufung und Durchführung von Sitzungen der Prüfungskommission gelten die in dieser Satzung vorgesehenen Regeln, die auch bei der Einberufung und Durchführung von Verwaltungsratssitzungen Anwendung finden.

G. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

Art. 26. Gewinne.

26.1. Mindestens fünf Prozent (5%) des jährlichen Reingewinns der Gesellschaft sind in die gesetzlichen Rücklagen der Gesellschaft einzustellen. Sobald der Gesamtbetrag der Rücklagen der Gesellschaft sich auf zehn Prozent (10%) des ausgebenen Aktienkapitals der Gesellschaft beläuft, besteht keine Pflicht mehr, diesen Anteil in die Rücklagen einzustellen.

26.4. Gemäß den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen und Vorgaben und auf Empfehlung des Verwaltungsrats bestimmt die Hauptversammlung, wie der übrige Jahresreingewinn der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesetz und der vorliegenden Satzung verwendet wird.

H. Liquidation

Art. 30. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft ist die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren bzw. einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen durchzuführen, die von der Hauptversammlung bestellt werden, welche die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung des bzw. der Liquidatoren bestimmt.

I. Maßgebendes Recht

Art. 31. Maßgebendes Recht. Die vorliegende Satzung ist der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen und nach luxemburgischem Recht auszulegen und zu interpretieren. Über sämtliche Angelegenheiten, die nicht den Artikeln der vorliegenden Satzung unterliegen, wird gemäß Gesellschaftsrecht entschieden."

Kosten

Die Auslagen der Kosten und Honorare gegen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden geschätzt auf den Betrag von viertausendfünfhundert Euro.

Der unterzeichnete Notar, welcher Kenntnis der englischen Sprache hat, bestätigt hiermit, dass auf Wunsch der vorgenannten Komparenten die vorliegende Urkunde in Englisch niedergeschrieben wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben Komparenten und im Fall von Divergenz zwischen dem englischen und dem deutschen Text wird die englische Fassung ausschlaggebend sein.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: K. KAMMERER, V. SCHMID, H.-P. KOHLHAMMER, G. WOLLWERT, M. GOELER, J. GLOD, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 23 février 2011. Relation: REM/2011/249. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 28. Februar 2011.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2011034121/1246.

(110036690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

Two Faces Fashion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.413.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011049949/10.

(110055610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Spring Multiple 2005 S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 107.392.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011050129/10.

(110055733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Take Off Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 71, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 131.182.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011050130/10.

(110055553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

UBP Multifunds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 86.602.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNION BANCAIRE PRIVEE (LUXEMBOURG) S.A.

18, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

André Jovet / Isabelle ASSERAY

Member of Management / Executive Director

Référence de publication: 2011050133/14.

(110055875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Universal Trading Cie, Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 90.127.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011050134/10.

(110055617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Usantar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 27.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011050135/10.

(110055781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Valinor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 144.111.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011050136/10.

(110055784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Vanpiperzeel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 39.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2011050137/11.

(110055363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Vanpiperzeel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 39.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2011050138/11.

(110055365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Eternny.T Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 133.211.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 7 avril 2011

Délibérations

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Jean-Paul CAYRE de sa fonction d'administrateur de la société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer comme nouvel administrateur de la société Madame Corinne CASTIN, demeurant à B-1050 Bruxelles, 123, rue de Washington, née à Casteljalous (France) le 18 juillet 1964.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2012.

Il est également porté à la connaissance des tiers les points suivants:

- L'adresse professionnelle de Monsieur Frédéric DEFLORENNE, administrateur, est dorénavant la suivante: 3-11, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg

- L'adresse professionnelle de Monsieur Jean-François PICAUD, administrateur, est dorénavant la suivante: 77, avenue Besme, B-1190 Forest

- L'adresse du Commissaire aux Comptes FIDUCIAIRE DEFLORENNE & ASSOCIES est dorénavant la suivante: 3-11, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2011050298/28.

(110056546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Escafin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 109.781.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire tenue à Bertrange le 11 avril 2011

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de la société CRITERIA S.à.r.l. et de la société PROCEDIA S.à.r.l, 10B rue des Mérovingiens, L-8070 BERTRANGE et de Monsieur Gabriel JEAN demeurant professionnellement 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été renouvelé pour une période de 6 ans.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à.r.l., 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Il résulte dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Gabriel JEAN, juriste, demeurant professionnellement à Bertrange.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil d'administration tenu à Bertrange en date du 11 avril 2011

Il résulte dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Gabriel JEAN demeurant professionnellement 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

En sa qualité d'administrateur-délégué, Monsieur Gabriel JEAN aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Bertrange, le 11 avril 2011.

Pour ESCAFININVEST S.A.

Référence de publication: 2011050296/25.

(110056815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Pylissier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Ste Croix.

R.C.S. Luxembourg B 50.151.

Extrait de la décision de l'actionnaire unique datée du 6 avril 2011

L'actionnaire unique décide de transférer le siège de la société du L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg avec effet immédiat.

L'actionnaire unique décide d'accepter les démissions de Monsieur FRANCESCON Ivo Ottavio, de la société SHON INVEST ainsi que de la société EUROTIME S.A. en leur qualité d'administrateur de la Société avec effet immédiat.

L'actionnaire unique décide d'accepter la démission de la société H.R.T. Révision S.A. en sa qualité de commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat.

L'actionnaire unique décide de nommer Monsieur Federigo Cannizzaro di Belmontino, né le 12 septembre 1964, à La Spezia (Italie), avec adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2017.

L'actionnaire unique décide de nommer Monsieur Jean-Marc Debaty, né le 11 mars 1966, à Rocourt (Belgique), avec adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2017.

L'actionnaire unique décide de nommer Monsieur François Manti, né le 7 octobre 1970, à Algrange (France), avec adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2017.

L'actionnaire unique décide de nommer Luxembourg International Consulting SA., avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, en qualité de commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2017.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011050489/28.

(110056059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.